



Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

Assemblée générale
Documents officiels • Quarante-septième session
Supplément n° 1 (A/47/I)

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

Assemblée générale
Documents officiels • Quarante-septième session
Supplément n° 1 (A/47/1)



Nations Unies • New York, 1993

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
I. — INTRODUCTION : UNE OCCASION RETROUVÉE	1-91	1
II. — L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN TANT QU'INSTITUTION .	10-55	3
A. — Des responsabilités accrues	10-22	3
B. — Rationalisation du Secrétariat	23-38	4
C. — Revigorer la fonction publique internationale	39-43	5
D. — Assurer la stabilité financière	44-55	6
III. — PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT	56-109	11
A. — Pour une approche intégrée du développement	64-85	12
B. — Action entreprise en faveur du développement	86-104	14
C. — Programme d'action pour le développement	105-109	16
IV. — EFFORTS DE PAIX	110-164	17
A. — Aperçu des activités de l'Organisation des Nations Unies .	110-130	17
B. — Analyse de cinq conflits	131-155	19
C. — Les conflits et l'assistance humanitaire	156-164	22
V. — CONCLUSION : DÉMOCRATISATION ET DÉVELOPPEMENT	165-170	27

I. — Introduction : une occasion retrouvée

1. La première réunion que le Conseil de sécurité ait jamais tenue au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement a eu lieu peu après que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général en janvier 1992.

2. Le Sommet a offert l'occasion, jusqu'alors inédite, de réaffirmer à l'échelon politique le plus élevé l'attachement de chacun des Etats Membres aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il a marqué le début d'une nouvelle phase dans l'histoire de l'Organisation. La course au pouvoir des années de guerre froide et l'axiome qui la sous-tendait, à savoir que l'histoire est le déroulement d'une lutte entre deux systèmes antagoniques, coloraient les relations internationales sous tous leurs aspects et ont rendu les promesses dont l'Organisation naissante était pleine extrêmement difficiles à remplir. Dans ces conditions, le monde envisagé dans la Charte paraissait n'être encore qu'une aspiration vers un avenir lointain. Eloges et admiration sont dus aux Etats Membres qui, dans leur majorité, sont parvenus à préserver cette vision tout au long de bien des années difficiles.

3. Avec la fin de la bipolarisation et l'ouverture d'un nouveau chapitre de l'histoire, les Etats voient à nouveau dans l'ONU une entité capable de maintenir la paix et la sécurité internationales, de promouvoir la justice et les droits de l'homme et, comme en dispose la Charte, de « favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». Le Sommet était un symbole de cette convergence inaccoutumée dans les affaires du monde et dans l'histoire des Nations Unies.

4. Alors que débute ainsi mon mandat de Secrétaire général, un nouvel espoir point entre les nations, et le sentiment que d'immenses possibilités s'offrent à nous. Jamais, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les peuples n'avaient tant misé sur la capacité qu'a l'ONU de mener une action efficace et largement soutenue.

5. A l'heure où j'écris, une grande réalité s'impose : jamais auparavant l'Organisation des Nations Unies n'avait été si orientée vers l'action, si activement engagée, jamais on n'avait autant attendu d'elle qu'elle satisfasse des besoins à la fois immédiats et multiformes. Il est clair qu'une renaissance est à portée de notre main, que les moyens nous sont donnés de créer l'Organisation nouvelle qu'appelle la situation internationale sans précédent dans laquelle nous nous trouvons.

6. Le passage de la vieille ONU à la nouvelle ne sera ni aisé ni dénué de risque. Nous n'avons pas fini encore de tirer

les conclusions de la fin de la guerre froide. L'antagonisme entre les blocs, qui portait en lui une menace persistante de dévastation nucléaire, inscrivait les relations internationales dans une perspective des plus précaires. Des structures nouvelles plus durables doivent maintenant être édifiées. Nous pouvons porter notre regard vers les promesses de l'avenir, mais il nous faut aussi être prêts à affronter l'incertitude. Tandis que se dissipait une série de problèmes mondiaux, une multitude d'autres se faisait jour.

7. A mon sens, l'ONU n'avait pas traversé de période aussi décisive que celle que nous vivons depuis sa création en 1945. Il se pourrait fort bien que les années comprises entre 1992 et le cinquantième anniversaire, en 1995, déterminent l'orientation que l'activité et la contribution de l'Organisation prendront pour la génération à venir, voire au-delà. L'amélioration reste toujours possible. Il est néanmoins une attente que j'espère voir satisfaite : que le renouveau d'une ONU transformée de fond en comble soit chose acquise d'ici à son premier cinquantenaire.

8. Telle est la conjoncture dans laquelle je présente, conformément à l'Article 98 de la Charte, exerçant les fonctions de Secrétaire général depuis huit mois, mon premier rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Dans ces pages, je cherche à montrer comment l'Organisation et son rôle changeant m'apparaissent alors même que la communauté mondiale pénètre en territoire largement inconnu. C'est un nouvel esprit de solidarité, une détermination raffermie et une créativité intrépide qu'il nous faudra pour transformer une période d'espoir en une époque de réalisations.

9. Dans la deuxième section de mon rapport, j'examine le processus de changement que l'Organisation des Nations Unies subit actuellement en tant qu'institution; la troisième porte sur le défi que doit relever la coopération internationale pour le développement; la quatrième a trait aux opérations de maintien de la paix que l'ONU mène dans le monde entier. Je reviens pour finir au thème dominant de ce document, à savoir que la situation internationale actuelle exige une Organisation capable d'œuvrer au développement humain sous ses aspects économique, social, environnemental et politique tout à la fois. La pleine application des principes de la démocratie tant parmi les nations qu'au sein de notre organisation constitue une condition essentielle à cet égard. J'en fais au demeurant ma priorité directrice en tant que Secrétaire général.

II. — L'Organisation des Nations Unies en tant qu'institution

A. — Des responsabilités accrues

10. Chacun des grands tournants de ce siècle a été marqué par des changements dans la communauté des Etats. La création de l'Organisation des Nations Unies a confirmé le rôle central de l'Etat souverain en tant qu'entité première dans les relations internationales. La fin de la période coloniale qu'ont signifiée les décennies de la mi-siècle a amené nombre de nouveaux Etats Membres à l'Organisation. Aujourd'hui, le passage d'un moment de l'histoire internationale à un autre est symbolisé par l'afflux des nouveaux venus à l'Assemblée générale : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, République de Moldova, Saint-Marin, Slovénie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan — tous entrés à l'Organisation au cours des huit premiers mois de 1992. La plupart de ces nouveaux Etats représentent des peuples récemment rendus à la liberté. Ils témoignent de la rénovation de la notion d'Etat — entité signalant l'unité de chaque peuple et portant sa voix dans le concert des nations.

11. Nombre d'entre eux ont vu les contraintes de la guerre froide servir à contenir des antagonismes ancestraux. Les diversités ethniques, culturelles, religieuses et linguistiques ont été réduites par la répression politique ou par la menace d'interventions extérieures et de dangereuses escalades. Les motifs de retenue se sont fait beaucoup plus rares aujourd'hui. Rivalité ouverte et dissensions resurgissent. Alors même que bien des Etats nouveaux découvrent la possibilité d'adopter des politiques économiques plus ouvertes et propices au progrès, l'accession au statut d'Etat va souvent de pair avec la désagrégation de modalités d'interaction économique éprouvées.

12. Aujourd'hui, aucun Etat n'est à l'abri des changements révolutionnaires qui secouent le système international. Idées préconçues et structures vieillies ont été emportées comme par un torrent. Renouveau et dynamisation, le changement peut aussi apporter bouleversements et violence. Le recentrage des institutions présidant aux relations internationales devra se faire parmi le tumulte et les convulsions. Le processus d'ajustement sera douloureux et coûtera, mais une occasion sans précédent s'offre ainsi d'insuffler une vie nouvelle dans notre vocabulaire et nos institutions.

13. Les demandes auxquelles l'Organisation doit maintenant satisfaire sont sans précédent. Sa présence se fait davantage sentir dans le monde entier, tandis qu'elle aide ceux que le danger menace, que le besoin tenaille et que le désespoir accable. L'ONU est toujours au travail : des réunions et consultations du Conseil de sécurité qui se tiennent pratiquement sans discontinuer aux opérations de maintien de la paix menées sur quatre continents; des bons offices et de la diplomatie discrète aux missions humanitaires indispensables, en passant par les secours d'urgence apportés d'un bout du monde à l'autre; des grandes conférences économiques et sociales telles que le Sommet « planète Terre » aux activités de coopération technique menées dans presque tous les pays en développement.

14. C'est à compter de 1987 que se discerne un changement d'échelle et de portée dans les activités de l'Organisa-

tion. Pour la première fois depuis bien des années, l'accord a en effet pu se faire alors sur une vaste gamme de questions, marquant ainsi la fin de la guerre froide. C'est néanmoins aussi à ce tournant qu'ont commencé de se répandre les ondes de choc causées par la résurgence de vieux conflits et l'apparition d'un certain nombre de nouvelles rivalités. Une expansion des activités de l'ONU s'est ensuivie, qui date clairement d'après 1987.

15. Les diagrammes figurant à la fin des sections II et IV illustrent l'élargissement du rôle de l'Organisation. Un examen de l'activité de l'ONU au cours des cinq dernières années ne peut manquer de donner le sentiment qu'un changement qualitatif s'est produit. Certains chiffres en disent long sur l'évolution de la situation internationale.

EXPANSION DES ACTIVITÉS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

16. La charge de travail à laquelle le Conseil de sécurité doit faire face aujourd'hui est sans commune mesure avec celle qui lui était assignée pendant la période de la guerre froide. L'ampleur de l'augmentation se discerne dans le nombre même des activités programmées. En 1987, le Conseil s'est réuni 49 fois en tout, alors qu'il a tenu 81 séances officielles au cours des sept premiers mois de 1992 seulement. Le nombre des consultations traduit un changement tout aussi radical. Il a été procédé à 360 consultations bilatérales en 1987, contre 598 au cours des sept premiers mois de 1992. Pour les consultations plénières, les chiffres étaient de 43 et 119, pour les résolutions adoptées de 14 et 46, pour les déclarations du Président, enfin, de 9 et 43 (voir les diagrammes 1 et 2 à la fin de la section II).

EXPANSION DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

17. Entre 1948 et 1987, l'ONU a établi 13 opérations de maintien de la paix. Depuis 1988, 13 nouvelles opérations se sont ajoutées aux 5 qui se sont poursuivies après 1987. L'ONU administre actuellement 12 opérations de maintien de la paix dans diverses régions du monde (voir les diagrammes 5 et 6 à la fin de la section IV).

18. Près de 40 000 militaires affectés aux opérations de maintien de la paix servent sous le drapeau de l'ONU dans le monde entier. Le coût estimatif des opérations actuellement approuvées s'élève à près de 3 milliards de dollars pour la période de 12 mois en cours, soit plus de quatre fois le plus élevé des chiffres annuels précédents — et ce à supposer qu'il ne soit pas nécessaire de lancer de nouvelles opérations. La nature des opérations de maintien de la paix évolue rapidement, et au personnel militaire qui y est affecté s'ajoute un nombre considérable de civils, y compris des spécialistes des procédures électorales, de la santé, des finances, de l'ingénierie et de l'administration. Le travail que ceux-ci accomplissent revêt une importance décisive pour la consolidation de la paix après les conflits.

19. La réalité de cette expansion remarquable ressort clairement des chiffres. En 1987, le personnel militaire déployé comptait 9 666 hommes. A la fin du premier semestre de 1992, le nombre était passé à 38 144. Quant au personnel de police, 35 hommes étaient déployés en 1987, contre 2 461

actuellement. En 1982, les opérations de maintien de la paix employaient 877 civils: à la fin d'août 1992, les civils recrutés sur les plans tant international que local étaient au nombre de 9 461 (voir le diagramme 4 à la fin de la section IV).

ELARGISSEMENT DES MANDATS DU SECRÉTARIAT

20. Les attributions de l'organe administratif de l'ONU se sont élargies de même façon, illustrant bien aussi l'augmentation considérable du volume d'activités intervenue entre les années de guerre froide et le moment présent. Du début de l'année à ce jour, 75 missions diplomatiques d'enquête, de représentation et de bons offices ont été entreprises en mon nom. Le Secrétaire général a soumis 189 rapports à l'Assemblée générale, sur sa demande, lors de sa quarante-sixième session. En 1987, il ne lui en avait été demandé que 87.

21. Il reste que le volume des ressources dont dispose l'Organisation n'a pas augmenté au même rythme que ses activités. En 1987, 11 409 postes étaient financés par préservement sur le budget ordinaire de l'ONU. En 1992, le nombre est tombé à 10 100, en dépit de l'énorme augmentation des attributions assignées à l'Organisation. Le budget ordinaire lui-même n'a pas diminué de façon sensible en termes réels depuis la fin du premier semestre de 1980 (voir le diagramme 3 à la fin de la section II).

22. Je me félicite de cet accroissement des tâches et des responsabilités. Il montre en effet que l'on reconnaît dans l'Organisation la plus forte des raisons d'espérer un monde meilleur. Je me félicite du surcroît d'obligations qui en résulte pour elle et entends pour ma part relever le défi qui lui est jeté en veillant à ce que les activités dont le soin lui est confié soient menées de façon plus efficace. Je me devais donc de prendre, comme je continuerai de le faire, toutes les mesures voulues pour accroître l'efficacité, la productivité et la prestesse du Secrétariat.

B. — Rationalisation du Secrétariat

23. Pour que le Secrétariat puisse s'acquitter efficacement des énormes responsabilités et tirer parti des immenses possibilités inhérentes à notre époque, il faudra une coopération aussi complète que possible entre les Etats Membres, le Secrétaire général et les fonctionnaires de l'Organisation. Pour relever les nouveaux défis et adapter l'Organisation à l'évolution actuelle des besoins, j'ai, pour ma part, engagé le processus de restructuration du Secrétariat. Mon intention est d'utiliser de la manière la plus efficace possible les ressources à ma disposition, en rationalisant et en simplifiant les structures et les procédures et en améliorant la gestion. Un Secrétariat plus efficace suppose une structure des responsabilités plus claire et plus directe, la capacité d'affecter du personnel et des ressources là où le besoin s'en fait le plus sentir et l'aptitude de répondre avec souplesse aux demandes nouvelles et de s'adapter à l'évolution des mandats.

24. L'Assemblée générale a devant elle le résultat de la première phase de cette restructuration. Un certain nombre de bureaux ont été fusionnés, des fonctions et des activités apparentées ont été regroupées, et les ressources ont été redéployées. L'élimination de plusieurs postes de haut niveau a permis de supprimer des couches de bureaucratie inutiles. En concentrant le processus de prise des décisions dans sept départements clefs du Siège, places sous la direction de huit secrétaires généraux adjoints, on a défini plus clairement le partage des responsabilités. On est maintenant en train de réévaluer les besoins de chaque élément du Secrétariat dans le but, d'une part, de faire disparaître tout chevauchement

d'activité et double emploi subsistant et, d'autre part, de renforcer les bureaux et départements dont le mandat s'élargit et les responsabilités s'accroissent.

25. Le principal objectif de la première phase de la restructuration dans le domaine économique et social était de mieux intégrer les efforts entrepris à l'appui du développement. Les mesures prises à cette fin seront poursuivies et affinées au cours de la deuxième phase. L'aptitude du Secrétariat à répondre en temps opportun et de façon coordonnée à des situations d'urgence complexes et à fournir une assistance humanitaire a également été consolidée et renforcée.

26. Dans le secteur politique, l'objectif est de renforcer l'appui fourni au Secrétaire général dans les affaires liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales et de permettre au Secrétariat de s'acquitter promptement et efficacement des mandats qui lui sont confiés par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Mon but est de mettre en place une capacité accrue en matière de bons offices, de diplomatie préventive, de rétablissement de la paix, de recherche et d'analyse et d'alerte avancée, et de renforcer la capacité de planification et de gestion du Secrétariat dans le domaine du maintien de la paix.

27. Je suis convaincu que le Secrétariat sera mieux à même d'apporter une assistance plus efficace et intégrée aux Etats Membres s'il est doté d'une structure rationalisée comprenant des éléments aux responsabilités clairement définies, mieux à même de rendre compte et plus conscients des liens essentiels qui existent entre les divers mandats de l'Organisation.

28. Alors que la première phase de la réorganisation était axée sur les bureaux du Siège, je me propose maintenant d'étendre le processus de réforme à d'autres parties de l'Organisation, en prêtant une attention particulière aux secteurs économique et social. Un objectif essentiel consistera à répartir les responsabilités plus efficacement à l'échelle de l'Organisation et à établir un équilibre entre les fonctions relevant du Siège et celles qui sont exécutées par les commissions régionales et d'autres organes et programmes des Nations Unies, sur la base d'une bonne compréhension de nos priorités et des avantages relatifs de chaque élément. J'ai demandé sur ces questions complexes des conseils de haut niveau et largement représentatifs à un groupe d'experts indépendants pour faire en sorte que l'Organisation dans son ensemble puisse fournir aux gouvernements des conseils et un appui adaptés à l'évolution de leurs besoins.

29. Je suis fermement convaincu que les efforts de l'Organisation doivent continuer de porter sur le terrain, où les décisions économiques, sociales et politiques prennent effet. Une présence unifiée des Nations Unies au niveau des pays contribuerait à mon avis considérablement à l'impact de l'activité de l'Organisation et faciliterait la coordination interorganisations à l'appui de l'action nationale. J'ai l'intention de poursuivre mes efforts à cette fin. L'expérience des bureaux intérimaires des Nations Unies, que j'ai demandé au Programme des Nations Unies pour le développement et au Département de l'information du Secrétariat de créer dans six pays de l'ancienne Union soviétique, sera utilisée pour promouvoir cette approche intégrée.

30. Le renforcement des liens entre les stratégies mondiales et les activités opérationnelles sur le terrain est un sujet de préoccupation majeur. Les discussions intergouvernementales en cours sur la réforme des activités opérationnelles et leur administration peuvent revêtir une grande importance à cet égard. Il importe que la restructuration appuie cet objectif et contribue non seulement à rendre l'Organisa-

tion plus dynamique mais aussi à accroître la cohérence et l'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies.

COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

31. En tant qu'organe de plus haut niveau réunissant les chefs de secrétariat de toutes les institutions spécialisées et organisations du système des Nations Unies, le Comité administratif de coordination (CAC) doit être le guide qui assure la cohérence des activités de l'ensemble du système. La base la plus solide d'une coordination efficace est, j'en suis convaincu, un attachement résolu de toutes les parties concernées à une fonction publique internationale dont les conditions sont administrées dans le cadre d'un système véritablement commun et qui poursuit des buts et objectifs communs clairement définis.

32. A l'approche du cinquantième anniversaire de l'Organisation, avec diverses réformes à l'examen, il est essentiel de permettre au système actuel de fonctionner au maximum de sa capacité. A cet égard, je suis certain que les institutions spécialisées voudront veiller à ce que leur autonomie soit compatible avec la vision d'ensemble qu'exige la situation mondiale. De manière remarquable, c'est là l'attitude que les directeurs généraux des institutions spécialisées et les chefs de secrétariat des institutions de Bretton Woods et du GATT, qui composent le Comité administratif de coordination, ont adoptée à la réunion que le Comité a tenue à Genève du 8 au 10 avril 1992.

33. L'une des raisons pour lesquelles le problème de la coordination a paru insoluble jusqu'ici tient au fait que la structure existante a été mise au point en 1946 à San Francisco, sur la base d'une décision délibérée de fonder la coopération internationale sur une action combinée de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et d'un certain nombre d'institutions spécialisées fonctionnant de manière autonome, de l'autre. L'autonomie fonctionnelle est explicitement et implicitement reconnue dans les accords conclus depuis lors entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées existantes ou futures. Le système dans le cadre duquel nous fonctionnons n'a pratiquement pas changé au cours des 46 dernières années.

34. La nécessité d'améliorer la coordination a été un thème de discussion constant à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et dans les organes directeurs des organisations qui constituent le système des Nations Unies. Les nombreux efforts consentis jusqu'ici ont permis d'y apporter des améliorations modestes et partielles.

35. Les chefs de secrétariat des institutions du système des Nations Unies estiment tous qu'il faut réexaminer d'urgence la situation pour permettre au système de relever les défis et de répondre aux objectifs nouveaux, notamment les objectifs ambitieux qui ont récemment été définis par la Conférence de Rio de Janeiro en ce qui concerne le développement durable et l'environnement. Ils sont tous d'accord sur le fait qu'au cours des mois à venir le problème de la coordination devra être abordé sérieusement, tant au niveau des programmes qu'à celui des activités opérationnelles. Le but est de faire en sorte que les services fournis par le système aux gouvernements soient cohérents, que les activités de ses différents éléments se complètent au lieu de faire double emploi et que son action soit sélective et coordonnée.

36. Parallèlement aux efforts actuellement entrepris pour revitaliser les organes intergouvernementaux centraux, en particulier le Conseil économique et social, des réformes doivent être apportées au fonctionnement du Comité administratif de coordination lui-même. Les organes intergouver-

nementaux ont besoin d'un CAC efficace et souple, qui soit en mesure de contribuer à leurs travaux grâce à la richesse de l'expérience et à la diversité des capacités analytiques et opérationnelles disponibles dans l'ensemble du système, et de les appuyer en leur proposant des options de politique bien justifiées. Inversement, l'efficacité du Comité dépend à bien des égards d'une meilleure coordination des positions des pays et des groupes dans les organes directeurs des divers organismes du système et de la capacité des organismes intergouvernementaux des Nations Unies de parvenir à un véritable consensus international, fondé sur une approche intégrée de la sécurité à l'échelon mondial, régional et national, qui puisse guider et canaliser les activités des diverses organisations du système.

37. En tant que Président du CAC, j'ai l'intention de prêter personnellement une attention étroite à ses travaux. Nos objectifs devraient être les suivants : axer les consultations interorganisations sur des thèmes plus précis; renforcer les dispositions existant à l'échelle du système pour les échanges de données; définir clairement des programmes pour une action commune sur la base d'une analyse approfondie et de larges consultations; favoriser les contacts directs entre chefs de secrétariat en dehors des réunions officielles; rationaliser et évaluer en permanence les mécanismes consultatifs existants et les adapter constamment en fonction de l'évolution des besoins.

38. En accord avec les membres du CAC, j'ai demandé l'établissement d'une étude approfondie par un consultant de haut niveau sur le fonctionnement de cet organe essentiel en vue de définir des approches nouvelles de la collaboration à l'échelle du système et de faire en sorte que les structures de la coordination interorganisations soient bien adaptées aux défis qui nous attendent. Je prendrai de nouvelles mesures lorsque je recevrai le rapport avec ses recommandations.

C. — Revigorer la fonction publique internationale

39. Le processus de restructuration que j'ai engagé doit s'accompagner d'une plus grande reconnaissance des mérites de la fonction publique internationale et d'un plus grand respect pour cette dernière. Mes efforts de réorganisation au sein du Secrétariat ne seront couronnés de succès que s'ils sont étayés par la ferme volonté politique de préserver l'intégrité, le caractère international et l'indépendance du personnel de l'Organisation. De toutes les ressources tangibles et intangibles dont disposent l'Organisation et le Secrétaire général, aucune ne peut rivaliser avec la valeur du personnel. Celui-ci doit bénéficier de conditions d'emploi telles que l'Organisation continue d'attirer, dans toutes les parties du monde, le personnel le plus qualifié. A un moment où des responsabilités sans précédent lui sont confiées et où sa mission est sans cesse élargie, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies doit étirer ses effectifs jusqu'à la corde pour couvrir une gamme croissante d'activités. La confiance de la communauté internationale dans la capacité de l'Organisation à réagir rapidement, efficacement et de façon impartiale dépend dans une large mesure de la manière dont son personnel s'acquitte de ses fonctions.

40. Depuis mon entrée en fonctions, j'ai été à maintes reprises impressionné par le dévouement et la faculté d'adaptation des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. En moins d'un an, ils ont dû faire face à de nombreuses tâches avec lesquelles ils n'étaient jusqu'alors pas familiers. Bon nombre d'entre eux ont assumé de nouvelles fonctions ou des fonctions supplémentaires ou se sont portés

volontaires pour partir en mission à brève échéance — souvent dans des situations difficiles et dangereuses — en étant fréquemment contraints de laisser derrière eux leur famille pour de longues périodes. Ils l'ont fait de bon gré afin de contribuer à l'instauration d'une nouvelle société, d'assurer l'équité d'un processus électoral ou de faciliter la distribution d'une aide humanitaire. Au Siège, les fonctionnaires sont mobilisés 24 heures sur 24 pour satisfaire les besoins incessants d'opérations complexes faisant intervenir de nombreuses zones horaires, assurent le service de séances dont le nombre a doublé ou triplé et produisent un volume croissant de documentation dans des délais de plus en plus brefs. Ils sont appelés à faire des recherches et à proposer de nouvelles options pour un monde en évolution rapide où les modes de pensée et de comportement traditionnel sont sans cesse remis en question ou redéfinis. D'autres gèrent, dans une situation financière caractérisée par l'incertitude, des opérations complexes faisant intervenir des dizaines de milliers de militaires et de civils sur le terrain.

41. Dans toute institution, le personnel est perturbé par la restructuration et le changement, et ce d'autant plus si ceux-ci interviennent à un moment où beaucoup plus est exigé de lui. J'ai pleinement conscience de l'inquiétude qui prévaut actuellement et je compte sur le dévouement et le professionnalisme des fonctionnaires pour qu'ils relèvent les défis de cette période de transition. Je veux qu'ils saisissent les possibilités inhérentes à l'accroissement du rôle de l'Organisation, dans lequel je vois une occasion unique de construire un secrétariat plus fort et plus indépendant qui allie les meilleures traditions du service public à des pratiques de gestion modernes.

42. Une fois les phases actuelles de restructuration menées à bien, j'ai l'intention de m'attacher à améliorer les conditions d'emploi, y compris les traitements, les politiques de recrutement à long terme, la grille de rémunération et l'organisation des carrières. Je voudrais construire une Organisation où le recrutement sur concours serait pratiqué à tous les niveaux, qui serait dotée de politiques d'organisation des carrières propres à motiver les fonctionnaires et à récompenser la créativité, la faculté d'adaptation et la mobilité, et où la formation voulue pour adapter les compétences du personnel à l'évolution des besoins serait dispensée. Il est tout à fait inacceptable que certains fonctionnaires reçoivent des compléments de traitement de leur gouvernement, alors que les autres doivent subir un gel des rémunérations imposé par les difficultés financières que connaît l'Organisation. J'ai l'intention d'éviter la politisation du Secrétariat, de résister aux pressions extérieures favorisant quelques-uns aux dépens de la majorité et de rendre justice à la contribution et au talent de tous ceux dont les mérites n'ont peut-être pas été suffisamment reconnus dans le passé, notamment les femmes dans toutes les parties de l'Organisation.

43. Comme je l'ai dit, je suis résolu à éliminer les échelons bureaucratiques superflus, à supprimer les doubles emplois et à utiliser les ressources humaines et financières à ma disposition de la façon la plus efficace et la plus responsable possible. Je pense que les fonctionnaires ont démontré qu'ils partagent mes aspirations et qu'ils sont prêts à faire de l'Organisation l'instrument le plus efficace possible au service de la paix et du développement.

D. — Assurer la stabilité financière

44. L'Organisation est en cours de restructuration de façon qu'elle serve à nouveau ses fins. Sollicitée de toutes parts, elle ne peut toutefois se permettre de devenir victime

de sa propre popularité, alors qu'au lieu de souffrir, comme dans le passé, d'un manque de confiance dans sa capacité à emporter le consensus, elle susciterait plutôt des attentes excessives. La faculté d'innovation et l'allant dont l'Organisation fait preuve, aux plans institutionnel et politique, dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités sont aussi frappants que l'insécurité dont elle souffre au plan financier. Pour être pleinement à même de satisfaire les nouvelles exigences en matière d'action internationale, l'Organisation des Nations Unies aura besoin de tout l'appui financier de ses Membres.

45. Le budget-programme de l'Organisation pour l'exercice biennal en cours a été adopté par l'Assemblée générale par consensus, à l'instar du budget-programme précédent ainsi que de tous les grands budgets des récentes opérations de maintien de la paix. Il convient de se féliciter d'un aussi large accord entre les Etats Membres — les principaux contributeurs au financement de l'Organisation et les autres — qui rompt nettement avec ce qui avait cours il n'y a pas encore si longtemps. La résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986, instituant un nouveau processus d'établissement du budget de l'Organisation des Nations Unies, a représenté un progrès considérable à cet égard.

46. L'un des aspects fondamentaux de cette résolution, qui exigeait que tous les Etats Membres acquittent promptement et intégralement leur quote-part, n'est toutefois pas encore entré dans les faits. Au mois de septembre, seuls 52 Etats Membres avaient payé intégralement ce qu'ils devaient au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Les quotes-parts non acquittées s'élevaient au total à 908,5 millions de dollars. Les contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix s'élevaient à 844,4 millions de dollars. A la fin du mois d'août 1992, je n'ai été en mesure de verser leurs traitements aux fonctionnaires de l'Organisation qu'en empruntant des liquidités sur des fonds institués pour des opérations de maintien de la paix. Les crises perpétuelles, l'absence de réserves et l'incertitude concernant l'avenir immédiat sont les principales caractéristiques de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.

47. Lorsqu'ils appliquent l'Article 17 de la Charte, qui dispose que l'Assemblée générale examine et approuve le budget de l'Organisation, les Etats Membres ont l'occasion de soumettre à un examen approfondi le projet de budget présenté par le Secrétaire général. Il leur est alors loisible de mettre en question, parfois de critiquer et, dans tous les cas, d'analyser tant l'orientation générale que le détail des divers budgets de l'Organisation. Une fois le budget adopté — en particulier si l'adoption est intervenue par consensus —, les Etats Membres sont tenus d'acquitter promptement et intégralement leur quote-part afin d'assurer le financement de toutes les activités de l'Organisation auxquelles ils ont eux-mêmes souscrit. La situation financière déplorable de l'Organisation continue de tenir à une raison fort simple : un certain nombre d'Etats Membres ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le diagramme 3 ci-après fait apparaître l'ampleur de la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, devenue perpétuelle.

48. Il y a deux principales sources de préoccupation : la capacité de l'Organisation à fonctionner sur le long terme et les besoins immédiats pour faire face à une crise.

49. L'Assemblée générale a été saisie d'un certain nombre de propositions en vue d'assainir la situation financière

de l'ONU dans son ensemble. Je demande instamment qu'il y soit donné suite.

50. Pour régler les problèmes de trésorerie imputables au niveau exceptionnellement élevé des contributions non acquittées ainsi qu'à l'insuffisance des réserves, il est proposé :

a) De réclamer des intérêts sur toute fraction des quotes-parts non acquittées en temps voulu;

b) De suspendre l'application de certaines dispositions du règlement financier de l'ONU, ceci pour permettre de conserver les excédents budgétaires;

c) De porter le Fonds de roulement à 250 millions de dollars et d'adopter le principe selon lequel le niveau du Fonds doit représenter environ 25 % du montant annuel des dépenses réparties entre les Etats Membres au titre du budget ordinaire;

d) De créer temporairement un fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, d'un montant de 50 millions de dollars, qui servirait à financer le démarrage des opérations de maintien de la paix en attendant le versement des quotes-parts;

e) D'autoriser le Secrétaire général à contracter des emprunts auprès d'établissements de crédit, lorsqu'il ne peut plus obtenir de liquidités auprès d'autres sources.

51. La création d'un fonds de dotation des Nations Unies pour la paix, dont le montant serait fixé au départ à 1 milliard de dollars, a également été proposée. Ce fonds serait alimenté à la fois par des contributions obligatoires et des contributions volontaires, ces dernières étant sollicitées auprès des gouvernements, du secteur privé et de particuliers. Cette somme, une fois réunie, serait placée, et le revenu des placements servirait à financer le coût initial des opérations de maintien de la paix autorisées, d'autres mesures de règlement des différends ainsi que des activités connexes.

52. Outre les propositions susmentionnées, les idées ci-après ont été avancées : perception d'un droit sur les ventes d'armes, dont l'ONU pourrait peut-être se servir pour tenir un registre des armes; perception d'un droit sur les voyages aériens internationaux, ceux-ci dépendant du maintien de la paix; autorisation donnée à l'ONU d'emprunter auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international — la paix et le développement étant interdépendants; exonération générale d'impôts pour les contributions versées à l'ONU par des fondations, des entreprises et des particuliers; et modification de la formule de calcul du barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix.

53. Alors que ces idées sont à l'étude, il faut se rendre à l'évidence : l'assise financière de l'Organisation devient chaque jour plus précaire, ce qui affaiblit sa volonté politique

et compromet sa capacité pratique d'entreprendre de nouvelles activités pourtant essentielles. Cet état de choses ne peut durer. Quelles que soient les décisions qui seront prises concernant le financement de l'Organisation, une condition est inéluctable : les Etats Membres doivent payer leurs quotes-parts intégralement et ponctuellement. A ne pas le faire, ils manquent aux obligations que leur impose la Charte.

54. Cela étant souligné et, en supposant que les Etats Membres seront prêts à financer des opérations de paix de la même façon qu'ils sont actuellement prêts — ce dont je me félicite — à engager ces opérations, je recommande :

a) Qu'un fonds de réserve « autorenouvelable » soit créé immédiatement pour les opérations de maintien de la paix, d'un montant de 50 millions de dollars;

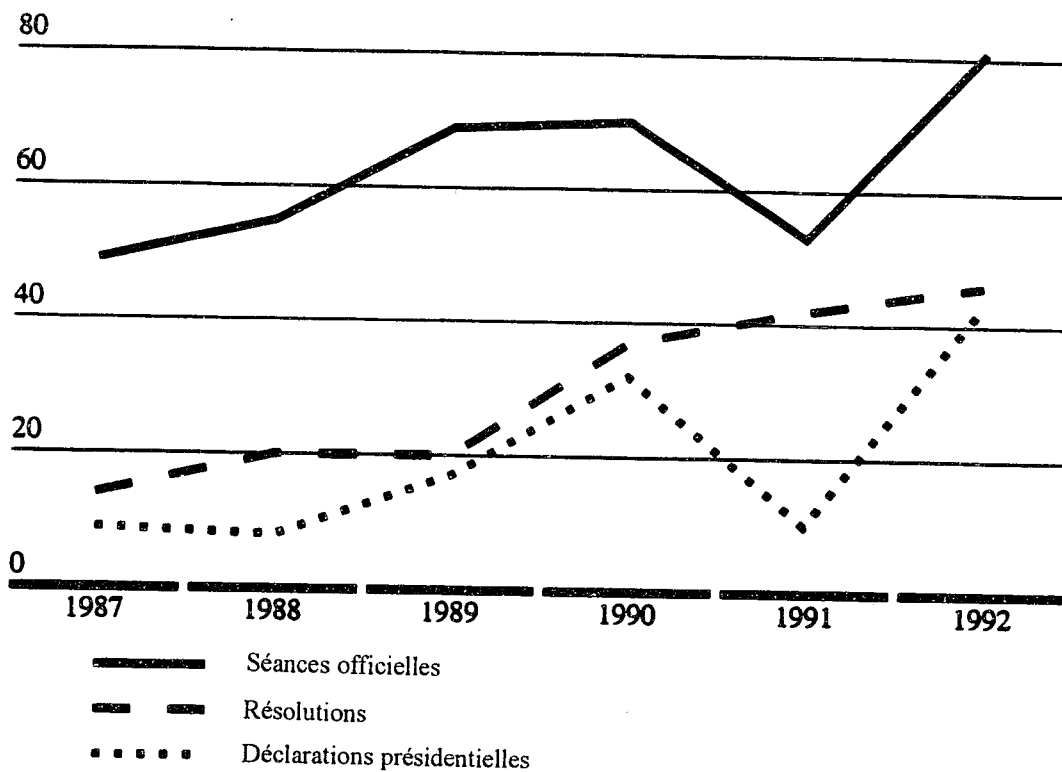
b) Qu'un crédit représentant un tiers du coût estimatif de chaque nouvelle opération de maintien de la paix soit ouvert par l'Assemblée générale dès que le Conseil de sécurité a décidé de lancer l'opération; cela donnerait au Secrétaire général l'autorité voulue pour engager des dépenses et garantirait une situation de trésorerie adéquate; le solde des crédits nécessaires serait ouvert après approbation par l'Assemblée générale du budget de l'opération;

c) Que les Etats Membres conviennent que, dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétaire général peut être obligé, pour des raisons politiques et opérationnelles, d'utiliser son pouvoir de passer des contrats sans procéder à des appels d'offres.

55. Les Etats Membres souhaitent que l'Organisation soit gérée de la façon la plus efficace et la plus rationnelle qui soit, souci que je partage pleinement. J'ai pris des mesures importantes pour réorganiser le Secrétariat de façon à éviter les doubles emplois et les chevauchements d'activités, tout en accroissant sa productivité. Il y aura encore d'autres changements et d'autres améliorations. En ce qui concerne, d'une façon plus générale, le système des Nations Unies dans son ensemble, je continue d'étudier la situation en consultation avec les autres membres du Comité administratif de coordination. Les mesures à prendre pour assurer dans le long terme la sécurité financière de l'Organisation sont d'une telle importance et d'une telle complexité qu'il convient d'informer davantage le public et de gagner son appui. J'ai donc demandé à un petit groupe de personnalités éminentes de réputation internationale d'examiner l'ensemble de la question et de me rendre compte. Je me propose de présenter ses recommandations, accompagnées de mes observations, à l'Assemblée générale, étant donné que l'Assemblée a, en vertu de la Charte, la responsabilité particulière des questions financières et budgétaires.

DIAGRAMME 1

Conseil de sécurité : Nombre de séances officielles*, de résolutions
et de déclarations présidentielles, 1987-1992



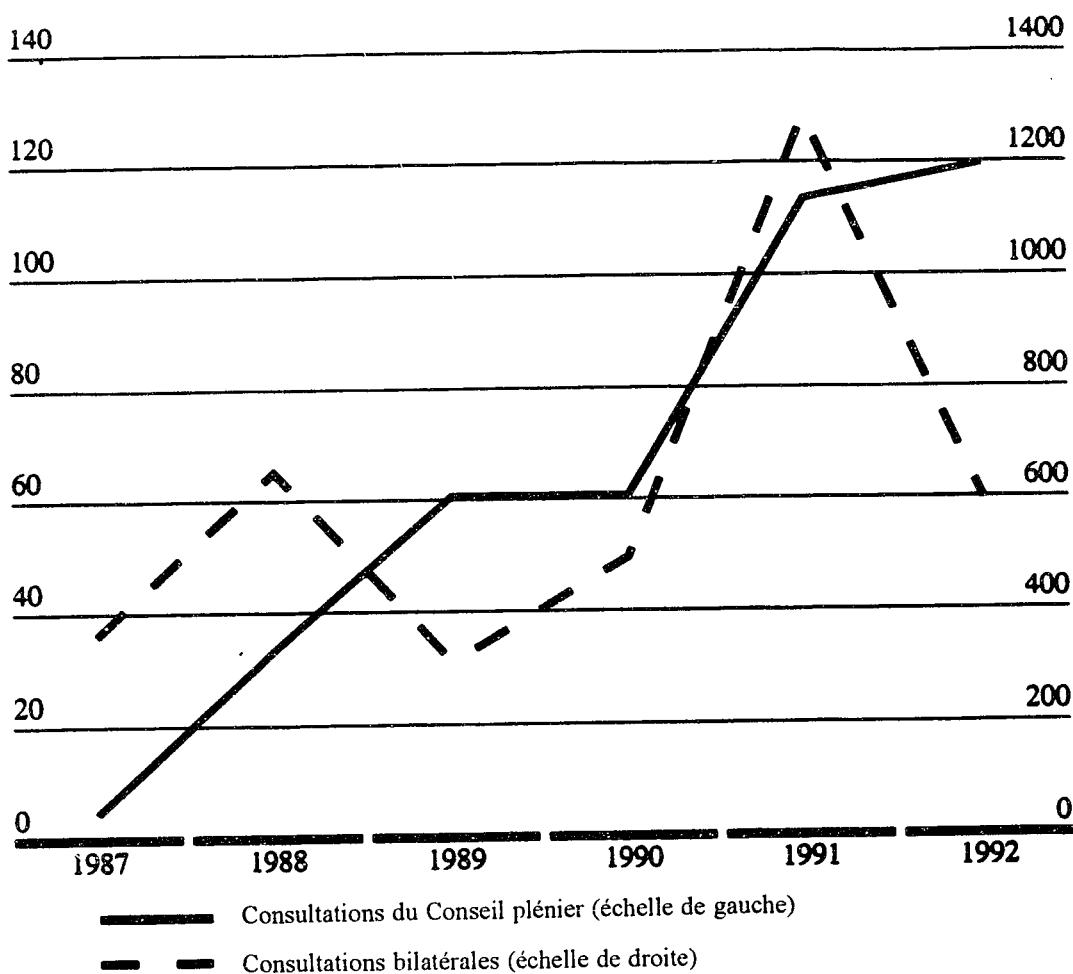
* 1990 comprend une reprise de séance.

1991 comprend six réunions privées d'une même séance, outre une réunion publique de la séance.

1992 comprend une reprise de séance.

DIAGRAMME 2

Conseil de sécurité : nombre de consultations du Conseil plénier
et de consultations bilatérales*, 1987-1992

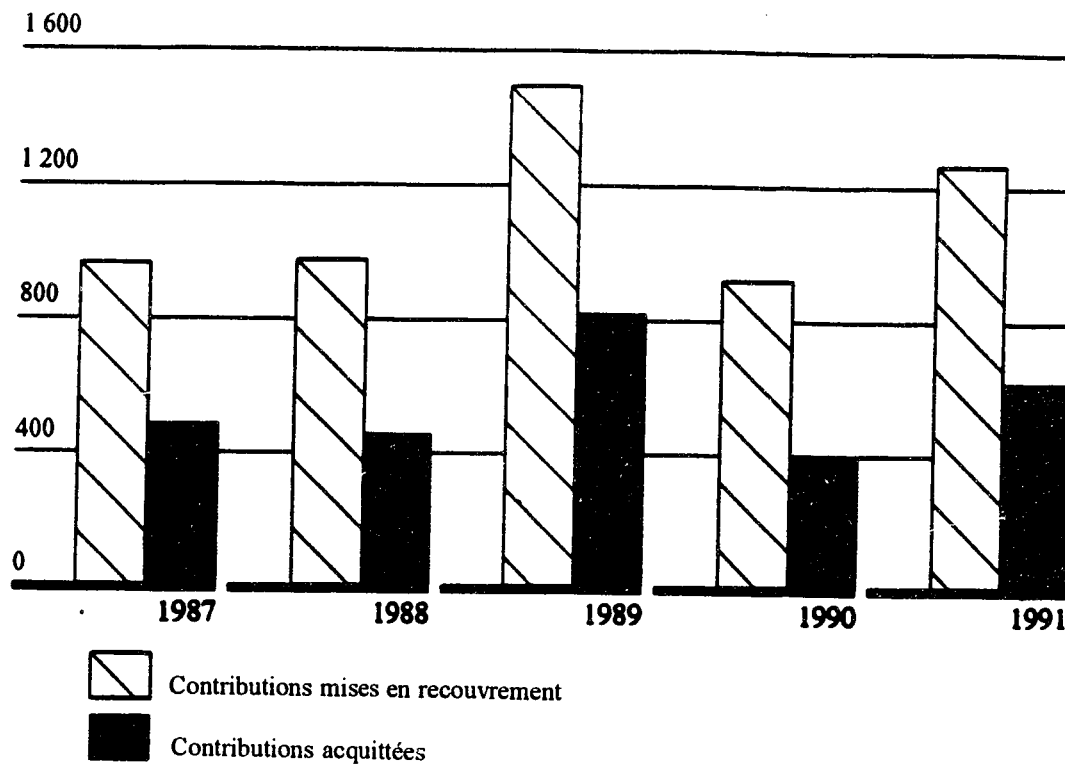


* 1990 comprend une reprise de séance.

DIAGRAMME 3

Contributions annuelles mises en recouvrement et contributions acquittées de 1987 à 1991 : montant global pour le budget ordinaire et les opérations de maintien de la paix

(En millions de dollars)



III. — Partenariat mondial pour le développement

56. La fin de la bipolarisation a maintenant libéré de vastes énergies politiques jusqu'ici prisonnières de rivalités idéologiques. On se concentre actuellement sur le renforcement des institutions, sur des approches plus coopératives aux problèmes mondiaux et sur des moyens plus productifs d'utiliser les ressources humaines, matérielles et techniques. Les décennies marquées par la guerre froide avaient donné à des impératifs politiques la primauté sur les considérations d'ordre économique. Cette période étant désormais révolue, on discerne maintenant une nette tendance à placer les relations internationales sous le signe de l'économie plutôt que de la politique.

57. Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies est l'institution toute désignée pour œuvrer à des solutions globales des problèmes économiques mondiaux, qu'il s'agisse d'aide, de commerce, de transfert de technologie, des prix des produits de base ou de l'allègement de la dette. Collectivement, la communauté internationale elle-même est mieux équipée aujourd'hui pour lutter contre la succession ininterrompue de catastrophes naturelles ou dues à l'homme; cette situation requiert l'attention du monde entier au moment où il s'attaque aux conséquences économiques de la fin de la guerre froide, et l'heure est venue d'élaborer un ensemble de priorités mondiales pour le court terme, comme aussi à moyen et à long terme. L'occasion est propice également à la réalisation accélérée des objectifs économiques convenus dans un climat politique moins favorable.

58. On perçoit dès à présent maintes perspectives de consensus d'où l'on peut dégager un premier schéma de partenariat mondial pour le développement. Il est désormais entendu que des structures démocratiques, une participation populaire à la vie nationale et le respect des droits de l'homme sont autant de facteurs de créativité dans le processus de développement. Mieux encore, une nouvelle conception du développement se dégage peu à peu. On y voit davantage un processus axé sur la population elle-même et ayant pour but ultime l'amélioration de la condition humaine. Vu sous cet angle, le développement représente un objectif mondial, puisque la nécessité d'établir un équilibre approprié entre justice sociale et croissance économique est presque universellement admise, et ce d'autant plus que les pays industrialisés et les pays en développement doivent, les uns et les autres, s'atteler à des tâches également impérieuses : l'atténuation de la pauvreté dans nombre des premiers et l'échappement à la stagnation économique pour maints des seconds.

59. La plupart des pays industrialisés cherchent aujourd'hui à maintenir leur niveau de développement, tandis que presque tous les pays en développement s'efforcent d'élever le leur. La durabilité écologique dans le contexte du développement est une nécessité qui renforce encore les liens de solidarité économique dont dépendra l'avenir des pays développés comme des pays en développement. Ainsi qu'on le verra ci-après aux paragraphes 75 à 79, le Sommet planète Terre, tenu à Rio de Janeiro en juin 1992, a bien montré qu'on ne saurait scinder notre globe en zones distinctes d'immunité ou de vulnérabilité à la dégradation de l'environnement.

Dans l'esprit qui a présidé à cette conférence, le développement apparaît comme un objectif réalisable uniquement dans le cadre d'un partenariat mondial.

60. Comme par le passé, l'Organisation des Nations Unies demeure une source importante d'élaboration de nouvelles approches et de promotion de consensus. Nombre des idées qui y ont vu naissance, jugées trop radicales à l'époque, ont fini par être considérées comme des options politiques viables par la communauté internationale. On peut citer à cet égard les prêts à des conditions concessionnelles consentis par l'Association internationale de développement (IDA), l'« ajustement à visage humain » de l'UNICEF, les transferts négatifs de ressources et l'allègement de la dette, tous domaines où d'importants progrès ont eu leur origine aux Nations Unies. Je suis convaincu que le souci actuel d'humaniser le développement servira également de base universellement acceptée pour imprimer une vie nouvelle aux secteurs socio-économiques dans l'activité de notre Organisation.

61. L'Organisation des Nations Unies a toujours pour obligation de soutenir la cause de ceux qui sont le plus désavantagés et de s'attaquer aux raisons profondes de la régression économique dont souffrent encore maints pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et qui atteint rapidement des proportions alarmantes dans plusieurs d'entre eux. Il est inacceptable que la pauvreté absolue, la faim, la maladie, l'analphabétisme et la désespérance soient le lot d'un cinquième de l'humanité.

62. La situation économique en Afrique est particulièrement préoccupante. La plupart des Africains sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lorsque leurs pays ont accédé à l'indépendance vers la fin des années 50 et durant la décennie suivante. L'ensemble du continent comprend 32 des 47 pays les moins avancés du monde. L'Afrique est la seule région à revenu bas où le nombre d'habitants vivant dans la pauvreté risque de s'accroître d'ici à l'an 2000 si les tendances actuelles se confirment. C'est aussi la seule région au monde dont la dette globale est égale ou supérieure à la production économique. Le mouvement naissant vers un pluralisme politique en Afrique ne saurait guère résister à l'assaut ininterrompu de la désertification, de la famine et du dénuement, car la misère n'est pas exactement une terre d'élection pour la démocratie. Elle engendre un effort de survie que ne sauraient contenir les frontières nationales. Il faut que les pays africains deviennent maîtres de leur destinée économique dans un environnement mondial plus coopératif. A cet égard, j'ai été réconforté de voir que les Etats Membres ont répondu favorablement à l'appel lancé pour lutter contre la sécheresse extrême qui sévit en Afrique. Le système des Nations Unies doit faire le maximum pour appuyer l'exécution du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique durant les années 90, afin d'accélérer la transformation, l'intégration, la diversification et la croissance des économies africaines grâce à une internalisation du processus de développement et à la promotion d'un développement autonome.

63. En Europe orientale et dans l'ancienne Union soviétique, la tâche principale de la communauté internationale consiste à faciliter et à appuyer une gestion à la fois saine et pacifique, par ces pays eux-mêmes, de la transformation qui s'y opère. Cette région doit être aidée dans ses efforts pour édifier ou renforcer des institutions démocratiques tout en faisant face à ses besoins d'urgence dans l'immédiat. L'octroi d'une aide humanitaire avec le concours actif du système des Nations Unies devra être suivi dans les mois qui viennent par les activités indispensables qu'imposent la reconstruction des zones déchirées par les conflits et la réinstallation des personnes déplacées. A plus long terme, le succès des réformes économiques entreprises par ces pays dépendra dans une large mesure de la stabilité budgétaire et monétaire, de la réorganisation des structures industrielles et de la mise en place d'institutions économiques et juridiques qui soient adaptées à une économie de marché et qui puissent ainsi favoriser l'investissement et la formation de capital.

A. — Pour une approche intégrée du développement

64. Progrès politique et développement économique sont indissolubles : tous deux sont d'importance égale et doivent être encouragés simultanément. La stabilité politique est nécessaire au développement de politiques économiques efficaces, mais lorsque la situation économique se détériore par trop, comme il est arrivé non seulement dans les pays en développement mais aussi en Europe orientale et dans la Communauté d'Etats indépendants, elle risque de donner lieu à des dissensions politiques.

65. La Charte des Nations Unies confère à l'Organisation la responsabilité majeure de promouvoir le développement économique et social, et les divers organismes du système ont en fait contribué grandement à la réalisation de cet objectif.

66. Il est essentiel que les Nations Unies demeurent une tribune privilégiée pour l'analyse et la formulation conceptuelle des problèmes socio-économiques d'un intérêt particulier pour les pays en développement et pour ceux qui s'orientent vers des systèmes économiques et politiques plus ouverts. Il est clair que l'Organisation ne saurait s'acquitter de ses responsabilités et obligations dans la sphère politique et dans le domaine de la sécurité au détriment de celles qui lui incombent en matière de développement, et qu'elle ne saurait non plus subordonner les unes aux autres. Il est essentiel pour elle d'y faire face simultanément, de façon intégrée et complémentaire.

67. Jamais autant qu'aujourd'hui n'apparaît la nécessité évidente d'adopter une approche intégrée en ce qui concerne :

- a) Les objectifs de paix, démocratie et droits de l'homme et les nécessités du développement;
- b) Les exigences du développement et la protection de l'environnement;
- c) Les dimensions économiques aussi bien que sociales du développement;
- d) Les corrélations existant entre le commerce, les finances, l'investissement et la technologie;
- e) La satisfaction des besoins immédiats d'aide d'urgence et d'assistance humanitaire ainsi que la pose des fondations nécessaires à un développement à long terme.

68. L'Organisation des Nations Unies est la seule institution qui puisse aborder globalement les dimensions politiques, humanitaires et socio-économiques des problèmes

mondiaux. Dans le nouveau climat qui caractérise les relations internationales, nous devons saisir l'occasion de dégager les consensus nécessaires, d'élaborer les instruments politiques voulus, et aussi d'adapter les structures de l'Organisation et d'encourager les interactions parmi les organismes du système, de manière à promouvoir l'approche intégrée que nous venons d'évoquer. Il faut que notre ambition soit à la hauteur de ce noble dessein et que nous ayons la volonté politique de le réaliser.

69. Les chances d'atteindre ces objectifs seront naturellement plus prometteuses si l'économie mondiale redevient dynamique. A cet égard, l'année écoulée n'a pas été encourageante. Malgré les succès enregistrés dans certaines régions, la production mondiale a globalement baissé en 1991, et l'on voit trop peu de signes d'une reprise en 1992.

70. Pour contribuer à une relance vigoureuse de l'économie mondiale, l'Organisation des Nations Unies s'oriente progressivement vers une approche plus intégrée du développement. Théoriquement, cette approche admet qu'il existe des liens entre les dimensions économiques et sociales du développement. Pratiquement, elle implique une rétroaction entre les secteurs du commerce, des finances, de l'investissement et de la technologie. Le but ici recherché doit être de faire en sorte que les conseils de politique générale ainsi que les services que l'Organisation offre aux gouvernements aient la cohérence voulue et qu'un calendrier précis des résultats à atteindre remplace la prolifération des activités.

71. L'Organisation doit fonder son action sur une saine analyse et une compréhension plus profonde du processus de développement et des tendances mondiales, en faisant fond sur la capacité qu'ont les organismes des Nations Unies de déterminer la réalité des faits. L'Organisation doit se doter d'une « fonction d'alerte » qui lui permette de déceler toute menace pour la sécurité et le bien-être des peuples, qu'il s'agisse de crise de l'énergie, du fardeau de la dette, du risque de famine ou de la propagation des maladies.

72. Depuis que j'ai pris mes fonctions, j'ai participé à deux conférences majeures des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social : la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Cartagena en février 1992, et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement — le Sommet planète Terre —, qui a eu lieu à Rio de Janeiro en juin dernier. En juillet, j'ai pris la parole à la réunion de haut niveau du Conseil économique et social. Dans toutes ces instances, j'ai pu noter un nouvel esprit de vitalité et la volonté de changer la conception qu'on se faisait jusqu'à présent de la coopération pour le développement.

HUITIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

73. A la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les Etats représentés ont fait appel à tous les pays, quel que soit leur stade de développement, pour qu'ils établissent un nouveau partenariat du développement, fondé sur le respect des principes de l'égalité souveraine, de l'intérêt mutuel et du partage des responsabilités. Une des raisons d'être de ce partenariat est la nécessité de renforcer la coopération multilatérale pour contribuer à ce que les engagements d'ordre général pris par les Etats se traduisent par une croissance durable de l'économie mondiale et par la relance du développement dans l'ensemble des pays en développement. Je suis convaincu que seul un tel partenariat peut permettre à la communauté

mondiale d'éliminer le fléau de la pauvreté et de la privation, d'apporter un soutien international aux plans de réforme nationaux, de favoriser l'exploitation rationnelle des précieuses ressources de la planète et d'adopter des politiques cohérentes et complémentaires pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux. Autre fait marquant, toutes les parties présentes à la huitième session de la Conférence ont montré qu'elles étaient disposées à repenser l'orientation des travaux de l'organisation et à entreprendre un nouveau programme de réalisations.

74. A l'échelon mondial, c'est sur les corrélations qui existent entre commerce et développement que la CNUCED concentre son action. Dans la conjoncture économique actuelle, il est capital de mieux prendre conscience des liens qui existent entre le commerce, l'investissement étranger et la mondialisation de l'activité économique et des opérations auxquelles procèdent les grandes entreprises. La réorientation du programme de travail de la Conférence sur laquelle a débouché sa huitième session aura pour effet de renforcer le rôle que joue l'ONU dans ce domaine et dans celui du développement ainsi que de l'atténuation de la pauvreté.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

75. Le Sommet planète Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro en juin a été d'une importance essentielle, en ce sens qu'il a fait prendre conscience, dans le monde entier, de la nécessité d'empêcher que le processus de développement compromette l'avenir des générations futures.

76. La Conférence de Rio a permis de dégager un consensus dans plusieurs domaines. En premier lieu, elle a conduit à des accords entre gouvernements, marquant ainsi un progrès important dans la coopération internationale en matière de développement et d'environnement. Deuxièmement, elle a suscité des engagements politiques au plus haut niveau en faveur de ces accords et elle a placé la question du développement durable au premier rang des objectifs de la communauté internationale. Troisièmement, elle a créé de nouvelles voies de communication et de nouvelles possibilités de coopération entre les organismes publics et privés qui s'intéressent à la cause du développement et de la protection de l'environnement. Quatrièmement, elle a considérablement sensibilisé l'opinion publique aux questions débattues, ce qui devrait rendre plus faciles l'adoption de politiques appropriées et l'affectation nécessaire de ressources supplémentaires.

77. Pendant de nombreuses années, le programme Action 21 pour un développement durable, qui est aussi exhaustif qu'ambitieux, servira de pivot à toutes les activités de coopération et de coordination internationales des organismes des Nations Unies. En mobilisant les énergies dans ce domaine, son rôle sera déterminant, et son application, stimulée par l'esprit de Rio, doit être considérée comme un investissement dans notre avenir à tous. J'invite donc la communauté des donateurs à dégager des ressources nouvelles pour servir les intérêts communs du monde entier.

78. L'une des grandes réussites de la Conférence est d'avoir conduit à l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, instituant ainsi un mécanisme de coopération qui doit permettre de maintenir à un niveau sans danger la quantité de gaz à effet de serre contenue dans l'atmosphère. J'exhorte les gouvernements à ratifier cette convention dès que possible.

79. La création d'une commission de haut niveau sur le développement durable, en application des décisions prises

à la Conférence, sera d'une importance capitale pour la réalisation des objectifs essentiels d'Action 21 en matière de développement et de protection de l'environnement.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

80. Cette année a marqué l'aboutissement d'un certain nombre d'activités importantes du PNUE : renforcement du Plan Vigie; publication de l'étude sur la situation de l'environnement 20 ans après Stockholm; achèvement d'une étude générale sur la désertification; entrée en vigueur de dispositions renforçant le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Le PNUE a contribué de façon substantielle aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et plus particulièrement à la négociation de la Convention sur la diversité biologique qui a été adoptée à Rio.

SESSION DE FOND DE 1992 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

81. De nouvelles conceptions du rôle du système des Nations Unies dans le renforcement de la coopération internationale pour le développement ont fait l'objet de délibérations du Conseil économique et social lors du débat de haut niveau ouvrant sa session de juillet. J'ai été heureux de constater que les membres du Conseil ont jugé que la paix, le développement et la justice sont des objectifs indissociables et également primordiaux. Ils ont également réaffirmé que la coopération internationale pour le développement et l'élimination de la pauvreté sont inextricablement liées à la préservation de la paix. Il faut s'attacher à servir avec la même ardeur la cause de l'une et de l'autre.

82. Le Conseil économique et social a nettement amélioré ses méthodes de travail, notamment en instituant un débat d'orientation de haut niveau et en choisissant d'axer son action principalement sur la « coordination » et les « activités opérationnelles ». J'ai déjà recommandé au Conseil de sécurité d'inviter le Conseil économique et social ainsi revigoré et réorganisé à lui faire rapport, en vertu de l'Article 65 de la Charte des Nations Unies, sur les événements d'ordre économique et social qui risquent, en l'absence de contre-mesures, de menacer la paix et la sécurité internationales. Je demande instamment aux gouvernements de donner suite à cette recommandation.

83. Au cours du débat de haut niveau, j'ai également suggéré au Conseil de mettre en place un mécanisme intersessions de haut niveau qui permette de réagir sans retard à l'évolution des réalités socio-économiques. Il pourrait ainsi, en concertation permanente avec les organismes du système, favoriser un consensus sur la poursuite de fins et d'objectifs communs et adapter l'activité économique et sociale du système des Nations Unies à l'évolution des besoins. Dans le cadre d'une conception intégrée des objectifs des Nations Unies, un tel mécanisme permettrait au Conseil de jouer aux Nations Unies un rôle central de contrôle et de surveillance. J'engage vivement les Etats Membres qui seront représentés à ce mécanisme intersessions de haut niveau à y déléguer des experts et des représentants de haut vol qui soient en rapport avec leurs décideurs nationaux et qui puissent se prononcer au nom de leur gouvernement sur les questions de portée mondiale.

84. Je pense que le Conseil a eu entièrement raison d'insister sur la nécessité d'intensifier la coopération interorganisations et, dans le même ordre d'idée, de resserrer et amé-

liorer les liens qui existent entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods. L'Organisation pourra ainsi obtenir des organismes en question qu'ils fassent une place plus large, dans leurs travaux et leurs orientations, à ses propres objectifs généraux d'ordre politique, humanitaire et socio-économique et qu'ils lui apportent le bénéfice de leurs études analytiques et de leur appui financier.

85. Les membres du Conseil se sont inquiétés du niveau de l'aide publique au développement, et je partage leur préoccupation. Il convient également de réexaminer de près les modalités de cette assistance, car il est essentiel qu'elle serve à des fins entièrement productives. Ces dernières années, moins d'un dixième de ces apports a été consacré aux domaines cruciaux pour le développement humain que sont, par exemple, l'instruction élémentaire, les soins de santé primaires, l'approvisionnement en eau salubre, la planification familiale et la nutrition.

B. — Action entreprise en faveur du développement

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE SUR LE PLAN MONDIAL

86. Collecte et analyse de données, examen des tendances et politiques économiques mondiales, appui analytique au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale dans les domaines économique et social — tels sont les éléments caractéristiques des fonctions permanentes du Secrétariat, de même que l'appui technique nécessaire à ces organes et au Secrétaire général dans l'exercice de leurs fonctions de supervision des travaux du système des Nations Unies dans son ensemble. Les activités de recherche comme de coopération technique entreprises par le Secrétariat à New York n'ont cessé de s'accroître et portent aujourd'hui sur des domaines de plus en plus nombreux : science et technique, ressources naturelles, énergie, environnement, rôle des sociétés transnationales, administration publique et gestion économique. Ces activités, dans la première phase de la réorganisation que j'ai mentionnée à la deuxième section du présent rapport, ont été rassemblées au sein d'un organe unique, le Département du développement économique et social, au Siège.

COOPÉRATION RÉGIONALE

87. Au fil des ans, les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies ont apporté une contribution de plus en plus importante à l'appui accordé aux Etats Membres dans leurs régions respectives. En avril 1992, j'ai prononcé une allocution devant la Commission économique pour l'Europe à Genève puis une autre devant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à Beijing. En juillet, j'ai nommé un nouveau secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Je présiderai en décembre 1992 la réunion des secrétaires exécutifs à Addis-Abeba, qui rassemblera des représentants des commissions régionales. Aujourd'hui, alors que la coopération régionale est, à bien des égards, la clef non seulement du règlement des conflits, mais aussi du progrès économique et social, ces entités régionales représentent plus que jamais un important atout pour l'Organisation.

88. La capacité qu'a chaque région de rassembler ses forces collectives pour exploiter toute opportunité en matière de commerce, d'investissements ou de techniques sera sans doute un élément de plus en plus déterminant pour leur développement. Les commissions jouent un rôle essentiel dans ce processus. Mieux exploiter leur potentiel, au bénéfice tant de leurs membres respectifs que de l'Organisation dans son

ensemble, sera l'un de mes principaux objectifs dans les prochaines phases de la restructuration des secteurs économique et social.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

89. Par tradition, les activités de développement social de l'Organisation des Nations Unies sont plus particulièrement axées sur les groupes les plus vulnérables. Compte tenu de la nouvelle tendance à considérer les aspects économiques et sociaux du développement de manière plus intégrée, l'Organisation commence aussi à examiner de plus près des phénomènes spécifiques affectant la cohésion sociale. De nouveau, pays développés et pays en développement partagent des préoccupations communes dans des domaines beaucoup plus étendus qu'on ne le reconnaissait jusqu'à présent. Degrés de cohésion sociale et niveaux de développement ne coïncident pas nécessairement.

90. Les tendances démographiques dans certains pays développés laissent penser qu'à l'avenir un plus grand nombre de personnes devra dépendre d'une population active en diminution. Dans les pays en développement, l'action même que l'on mène en faveur de la modernisation provoque des tiraillements dans les traditions et les institutions qui maintenaient la cohésion du tissu social. Alors que les sociétés à divers stades de développement tentent de résister aux pressions croissantes qui s'exercent sur leurs structures sociales fondamentales, comme la cellule familiale, l'influence des médias à laquelle elles sont exposées devient un facteur supplémentaire dans ce processus d'adaptation. Les questions de diversité culturelle, religieuse, ethnique et linguistique sont aujourd'hui si étroitement liées aux perspectives de stabilité politique et de progrès économique que le rôle de l'ONU dans le domaine du développement social prend un caractère qualitativement différent.

91. L'un des points auxquels l'Organisation s'est particulièrement attachée dans ses travaux au cours de l'année écoulée a été de promouvoir la pleine participation des femmes au processus de développement en aidant à mettre au point des politiques qui facilitent leur accès aux instruments de production essentiels, au crédit et à la technologie et leur permettent de prendre part au processus de prise de décisions. Des efforts ont été faits pour traiter les problèmes de discrimination et de pauvreté auxquels se heurtent les femmes en milieu rural et urbain et pour combler l'écart qui existe entre égalité de droit et de fait en sensibilisant davantage le public aux droits des femmes reconnus par la loi. Des progrès considérables ont été enregistrés dans l'élaboration d'un projet de déclaration sur la question des violences exercées à l'encontre des femmes. On a déjà engagé les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui doit se tenir à Beijing en 1995, en vue d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

92. L'intégration des groupes vulnérables dans le courant dominant des efforts de développement est en soi un objectif justifié, mais elle constitue aussi une garantie de paix sociale et de stabilité politique. La promotion du respect des droits des minorités et la désignation de 1993 comme Année internationale des populations autochtones créeront l'élan nécessaire à l'apaisement des inquiétudes de ces derniers. En outre, l'Organisation des Nations Unies favorise une meilleure information des pays développés comme des pays en développement sur la nécessité de permettre aux personnes âgées et handicapées de mener une vie sociale productive.

93. L'un des principaux événements de l'année écoulée a été la mobilisation mondiale en faveur du respect des engagements pris lors du Sommet mondial pour les enfants. La Déclaration approuvée au Sommet, à présent signée par quelque 140 chefs d'Etat ou de gouvernement, fixe des objectifs qui, s'ils sont réalisés, permettront avant la fin de la décennie de sauver la vie d'environ 50 millions d'enfants et d'améliorer le sort de millions d'autres. Plus de 130 pays ont établi, ou sont en train d'élaborer, des programmes d'action nationaux exposant de manière détaillée les stratégies qu'ils comptent employer pour atteindre ces objectifs. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fait appel aux capacités analytiques et opérationnelles d'un large éventail d'organismes des Nations Unies pour appuyer cette action, qui doit porter sur une vaste gamme de questions, concernant notamment la santé, l'instruction élémentaire, la nutrition, l'eau et l'assainissement ainsi que les droits des femmes et des enfants. Les organisations non gouvernementales et le secteur privé y participent aussi activement.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

94. Les activités opérationnelles sont le moyen concret par lequel les mandats de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social sont mis en œuvre. Je m'engage à tirer le meilleur parti possible des moyens opérationnels de l'Organisation pour donner corps à la vision que nous entretenons d'un développement équitable et durable.

95. Les principaux atouts de l'ONU dans les domaines économique et social tiennent à sa neutralité, son impartialité et son attention aux particularismes culturels. L'aide au développement doit être continuellement réorientée en fonction de l'évolution du monde dans lequel elle opère. L'important réseau d'activités de terrain de l'ONU, qui possède des bureaux dans la majorité des pays en développement, devrait lui permettre de réagir avec souplesse et rapidité aux changements des priorités nationales. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) cherche dans tous les secteurs à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités propres de gestion de toutes les phases du processus de développement — des opérations de formulation, conception et planification des politiques et de la programmation à celles de l'exécution et de l'application.

96. L'Organisation des Nations Unies contribue de plus en plus à favoriser la démocratisation en cours dans un certain nombre de pays et à leur fournir une aide technique pour leur processus électoral. Je suis particulièrement heureux de pouvoir répondre aux demandes d'appui que je reçois des gouvernements à cet égard. En 1992, l'Organisation a accordé une assistance technique en prévision d'élections dans les pays suivants : Albanie, Congo, El Salvador, Ethiopie, Guinée, Guyana, Libéria, Madagascar, Mali, Rwanda et Togo, et tout particulièrement en Angola. L'ONU aide aussi à préparer les référendums prévus en Erythrée et au Sahara occidental.

97. L'accroissement de la population dans les pays en développement est une source de préoccupation profonde et justifiée. De nombreuses institutions des Nations Unies, sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), s'occupent de promouvoir la planification de la famille et d'autres politiques démographiques. L'œuvre menée en collaboration par le PNUD, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé et le FNUAP en matière de soins de santé maternelle et infantile et de planification de la famille, en appui aux cadres démographiques nationaux, laisse

bien augurer de l'avenir. L'importante Conférence internationale sur la population et le développement, qui doit se tenir en 1994, donnera opportunément l'occasion d'examiner les progrès réalisés dans ce domaine critique.

98. La symbiose entre les drogues et de nombreux maux sociaux et politiques est évidente. De plus, le réinvestissement d'immenses bénéfices provenant du trafic illicite des stupéfiants dans les marchés monétaires internationaux a des conséquences de plus en plus déstabilisatrices pour les économies nationales. La lutte contre l'abus des drogues nécessite une action internationale coordonnée et, naturellement, une législation internationale. Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues encourage les gouvernements à examiner ces problèmes dans leur totalité et aussi en relation avec d'autres questions sociales, économiques et de développement. Il donne aux gouvernements des avis et leur prête sa coopération technique en ce qui concerne tous les aspects de la lutte contre l'abus des drogues : substitution des revenus, emploi de la force publique, traitement et réadaptation, réforme législative et institutionnelle aux niveaux national, sous-régional et régional. Les liens entre trafic des drogues et criminalité, de même que les méthodes à adopter en matière de prévention du crime et de justice pénale, font l'objet d'un programme renforcé des Nations Unies.

99. L'augmentation récente des incidences de situations d'urgence a eu pour effet de mettre en lumière l'importante contribution du Programme alimentaire mondial à l'acheminement de secours aux populations touchées. Ces deux dernières années, le Programme a accru ses ressources de 50 % et il cherche de plus en plus à intégrer l'aide alimentaire aux stratégies de développement national. Outre la livraison de denrées alimentaires, son appui logistique est devenu un élément indispensable des opérations de secours internationaux de grande envergure. Il coordonne, dans le cadre du système des Nations Unies, les transports et les opérations logistiques concernant la lutte contre la sécheresse en Afrique australe.

DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPEMENT

100. La protection des groupes vulnérables n'est qu'un aspect de l'action continue de l'ONU en faveur des droits de l'homme. Le respect des droits de l'homme est non seulement une composante essentielle mais également la condition *sine qua non* d'un développement durable. Cette notion perd tout son sens dans un contexte de pauvreté et de privation. La Charte des Nations Unies fait du respect des droits de l'homme l'un des buts prioritaires de l'Organisation, au même titre que l'appui au développement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons déjà réussi à élaborer tout un ensemble de normes internationales à caractère universel, fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et les deux Pactes internationaux, ainsi qu'un vaste système de surveillance qui vise à assurer le respect par les Etats de leurs obligations internationales en la matière. Le Centre pour les droits de l'homme joue à Genève un rôle de premier plan à cet égard.

101. Toutefois, s'il existe des normes et procédures qui s'appliquent en situation normale, l'ONU n'a pas été en mesure d'agir efficacement pour mettre un terme à des violations massives des droits de l'homme. Elle ne saurait pourtant rester passive ou indifférente face aux actes de barbarie qui font chaque jour la une des médias. A terme, la crédibilité de l'Organisation dans son ensemble dépendra de sa capacité à réagir à des événements de cette nature. Je propose

d'étudier la possibilité d'habiliter le Secrétaire général et des organes d'experts des droits de l'homme à porter les violations massives des droits de l'homme à l'attention du Conseil de sécurité, avec les recommandations appropriées.

102. Il est tout aussi primordial de prévenir les violations des droits de l'homme. L'ONU doit être en mesure de discerner les situations qui peuvent conduire à des violations et de prendre des mesures préventives. Nous étudions pour ce faire les mécanismes qui ont permis dans le passé d'apaiser les tensions concernant des minorités. Une intervention impartiale de l'ONU, fondée sur des normes largement reconnues, pourrait dissiper les malentendus et contribuer à jeter les bases d'une coexistence pacifique. Le système des Nations Unies dispose déjà d'une quantité impressionnante d'informations, communiquées par les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers aux commissions ou comités compétents, au Secrétaire général ou à d'autres organes. Il faut à présent centraliser et exploiter ces informations pour mieux comprendre les situations complexes et être ainsi à même de proposer des mesures adéquates. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui doit se tenir à Vienne en 1993 aura un rôle important à jouer à cet égard.

103. Notre objectif à long terme doit être de faire respecter les droits de l'homme partout dans le monde. A l'heure où de nombreux pays se démocratisent, il est essentiel de créer des institutions de défense des droits de l'homme et d'ancrer dans les mœurs le respect de ces droits sans lequel ces institutions ne pourraient fonctionner. Le passé récent nous enseigne l'importance de la formation, de l'éducation, de l'information et de conseils techniques pour assurer la primauté du droit et le respect des droits de l'homme en général. De nombreux volets des programmes de pays menés dans ce domaine pourraient s'inscrire dans le cadre plus large des programmes de développement entrepris par les organismes des Nations Unies ou au titre de l'aide bilatérale. L'intérêt manifesté pour les droits de l'homme et la démocratie doit aller de pair avec l'action menée dans le domaine de la dette, des termes de l'échange et de l'accès à l'aide au développement.

104. Dans nos efforts pour forger une culture des droits de l'homme, nous ne devons pas négliger l'importance du concours que nous apportent les spécialistes des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, ni sous-estimer le courage dont font preuve tous ceux qui, au sacrifice de leur sécurité et parfois de leur vie, défendent les droits des autres. Ceux qui travaillent sur le terrain savent que le développement est à la base de tout progrès dans le domaine des droits de l'homme et que, parallèlement, le respect des droits de l'homme libère l'énergie créative des peuples, véritable moteur du progrès économique.

C. — Programme d'action pour le développement

105. Nous ne pourrions nous attaquer en synergie à ces tâches si diverses, en somme élaborer un programme d'action pour le développement, qu'en renforçant l'ONU pour qu'elle devienne :

a) Une organisation qui fasse preuve, pour réaliser ses objectifs de coopération pour le développement économique et social, du même sens des responsabilités et de la même

diligence qu'elle apporte pour s'acquitter de ses engagements en matière de politique et de sécurité;

b) Une organisation au sein de laquelle les organes intergouvernementaux assurent la cohérence des politiques et le Conseil économique et social joue le rôle central qui lui était dévolu par la Charte des Nations Unies;

c) Une organisation qui exploite pleinement ses capacités propres de coordination des activités économiques, sociales et humanitaires, ainsi que les ressources intersectorielles que lui offrent les commissions régionales et les divers programmes et organismes des Nations Unies;

d) Une organisation qui mette les vastes capacités opérationnelles du PNUD, du Programme alimentaire mondial, de l'UNICEF et du FNUAP au service de ses objectifs d'action et dans laquelle la recherche économique et sociale et l'analyse des politiques, les activités opérationnelles, l'assistance humanitaire et la défense des droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement.

106. Les phases ultérieures de la réorganisation des structures du Secrétariat de l'ONU dans le domaine économique et social iront dans ce sens.

107. A l'échelle du système des Nations Unies, mon objectif ne consiste pas seulement à mieux coordonner les contributions que les divers organismes des Nations Unies sont en mesure d'apporter, mais aussi — ce qui est peut-être plus important — à assurer la mobilisation et le renforcement mutuel des capacités de recherche et d'analyse des politiques, de financement du développement et d'assistance technique de l'ensemble du système.

108. Je me réjouis de la proposition, récemment entérinée par le Conseil économique et social, d'organiser en 1995 un sommet mondial pour le développement social. Des consultations préparatoires sont déjà engagées. Je suis persuadé que ce sommet sera, pour les dirigeants du monde entier, l'occasion de s'engager à placer l'homme au centre du développement et de la coopération internationale. Il devrait également susciter de nouvelles idées et propositions pour la mise au point d'une stratégie globale d'action du système des Nations Unies dans le domaine social.

109. Le respect des droits de l'homme est évidemment un facteur important du maintien de la paix et de la sécurité internationales et du développement socio-économique. Parallèlement, il est illusoire de croire que, sans développement, les bienfaits des droits de l'homme et de la démocratie puissent longtemps se faire sentir, et il va de soi que la guerre en est la négation absolue. Une saine gestion des affaires publiques, la démocratie, la participation populaire, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la primauté du droit et la paix civile sont autant de préalables du progrès économique. Dans tous les domaines, l'Organisation s'aperçoit chaque jour davantage que la question des droits de l'homme est indissociable de ses propres objectifs et programmes. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui doit se tenir en 1993 à Vienne réunira des chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier. Nous comptons qu'elle réaffirmera la nécessité d'un libre exercice des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des droits civiques et politiques, et qu'elle soulignera une fois encore qu'il existe un lien entre le développement et le plein respect des droits de l'homme.

IV. — Efforts de paix

A. — Aperçu des activités de l'Organisation des Nations Unies

110. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la sécurité collective ayant été affaibli au cours des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale par les profondes divisions entre les deux grandes nations nucléaires, l'Organisation a mis en place une nouvelle procédure pour promouvoir la cause de la paix. L'expression « maintien de la paix » est entrée dans le vocabulaire international avec une signification relativement précise : l'utilisation de troupes placées sous le commandement de l'ONU dans le cadre d'opérations « non violentes » avec le consentement des parties à un conflit, afin de maintenir la stabilité dans de nombreuses zones de tension de par le monde.

111. La guerre froide représentait pour la communauté internationale une menace particulièrement redoutable à la sécurité; maintenant, un ensemble complexe de ressentiments, d'ambitions, de rivalités et de haines, contenus pendant des décennies, a commencé à se manifester et menace l'harmonie internationale et la communauté d'intérêts.

112. La nature des opérations de maintien de la paix a évolué rapidement au cours des dernières années. Les principes et pratiques adoptés en matière de maintien de la paix ont permis de répondre avec souplesse aux exigences de situations nouvelles. La caractéristique la plus marquante des nouvelles méthodes de règlement des conflits régionaux est que le maintien de la paix n'est plus une fonction purement militaire. A l'heure actuelle, les opérations menées par l'ONU doivent presque toujours comprendre une police civile, du personnel électoral, des experts des droits de l'homme, des spécialistes de l'information et un nombre non négligeable de conseillers politiques. En Asie, en Europe, en Afrique et dans l'hémisphère occidental, de nouvelles formes de conflit nécessitent une approche globale.

113. Dans la mesure où, aujourd'hui, il n'y a pas deux conflits qui se ressemblent, la conception de la coopération et la répartition des tâches au service de la paix, de la stabilité et du renouveau après un conflit doivent être abordées avec souplesse et créativité, en fonction de chaque situation particulière. A cet égard, les accords et organismes régionaux ont des contributions nouvelles à apporter.

114. Le Chapitre VIII de la Charte confère un rôle précis aux accords et organismes régionaux dans le cadre de la structure mise en place pour régler les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans le passé, des accords étaient conclus parce qu'un système universel de sécurité collective faisait défaut; aussi, les activités entreprises en vertu de ces accords ne servaient pas toujours la cause de la solidarité indispensable à l'efficacité de l'Organisation mondiale. La guerre froide a compromis l'application correcte des dispositions du Chapitre VIII; par ailleurs, il arrivait, à cette époque, que les accords régionaux empêchent de régler les différends selon les modalités prévues par la Charte. Maintenant que la guerre froide est révolue, les organisations régionales peuvent jouer un rôle cru-

cial si leurs activités se déroulent de manière conforme aux principes définis dans le Chapitre VIII.

115. Le moment est propice pour promouvoir cette notion et saisir cette occasion. Dans nombre de situations où l'Organisation des Nations Unies est intervenue en 1992, les organisations régionales ont apporté une contribution, notamment en matière de maintien de la paix. Mon souci est de faire en sorte que, dans le cadre de toute nouvelle répartition des tâches, l'ONU conserve son rôle prépondérant en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout en voyant sa tâche allégée et sa mission renforcée et mise en évidence par la participation active d'organisations internationales compétentes et le recours approprié à des accords régionaux. Les modalités précises de cette répartition des tâches doivent encore être mises au point, les organisations régionales, tout autant que l'Organisation des Nations Unies elle-même, s'employant à redéfinir leur mission en cette période de l'après-guerre froide.

116. Les conflits que nous observons aujourd'hui sont aussi divers que nombreux. Pour en donner une idée, l'analyse ci-après, qui se fonde sur la situation au 31 août, recense la plupart, sinon l'ensemble, des opérations de paix actuellement en cours; elles sont indiquées également sur la carte qui figure à la fin de la présente section (voir diagramme 6). L'Organisation des Nations Unies attache une importance égale à tous ces conflits; lorsqu'on a affaire à la mort et à la misère, aucune situation n'a la priorité sur les autres.

CHYPRE

117. Les efforts intenses déployés au cours de l'année écoulée pour parvenir à un accord sur l'ensemble d'idées concernant un accord-cadre global pour Chypre ont débouché sur cinq semaines de réunions, organisées sous mes auspices, avec les dirigeants des deux communautés. Ces entretiens n'ont pas permis d'atteindre l'objectif escompté, mais l'élaboration d'un ensemble d'idées est maintenant suffisamment avancée pour permettre aux deux parties de conclure un accord global. Je partage l'espoir exprimé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 774 (1992) que, lorsqu'ils reprendront leurs pourparlers le 26 octobre 1992, les deux dirigeants poursuivront sans relâche des négociations directes jusqu'à ce qu'un accord-cadre global soit conclu.

ETHIOPIE ET ERYTHRÉE

118. Afin de promouvoir la démocratie, je n'ai ménagé aucun effort pour donner au Gouvernement éthiopien l'assistance dont celui-ci avait besoin pour l'organisation d'élections régionales. Dans le même esprit, et dans le cadre de l'assistance nécessaire pendant la période de transition, j'ai participé activement aux consultations devant aboutir à la fourniture, par l'Organisation des Nations Unies, d'une assistance pour la tenue du référendum prévu en Erythrée. Une équipe technique s'est rendue en Erythrée en août pour y recueillir les renseignements dont l'Organisation a besoin pour préparer sa participation au processus référendaire. J'affecterai sous peu deux fonctionnaires à Asmara pour y

aider aux préparatifs initiaux et, dans un rapport que j'adresserai à l'Assemblée générale, je demanderai des instructions concernant les mesures supplémentaires à prendre.

HAÏTI

119. Après le renversement du président Aristide en septembre 1991, c'est l'Organisation des Etats américains (OEA) qui a pris l'initiative de rétablir la démocratie en Haïti. L'Organisation des Nations Unies l'a appuyée à cet égard, et mon mandat, qui est défini dans la résolution 46/7 de l'Assemblée générale, a consisté à prêter à son Secrétaire général l'appui que celui-ci solliciterait. J'ai accepté la proposition de ce dernier d'inclure un représentant du Secrétaire général dans la mission de haut niveau de l'OEA qui a séjourné à Haïti du 18 au 21 août. Rien de ce que la mission a appris à Haïti au cours de sa visite n'indique que les parties aient plus de chance que précédemment de parvenir à un accord. Le Secrétaire général de l'OEA a proposé de déployer à Haïti un premier groupe d'observateurs. A mon avis, le déploiement d'une mission disposant d'effectifs suffisants, dotée d'un mandat bien défini et habilitée à se rendre dans l'ensemble du pays, pourrait jouer un rôle utile. Je compte continuer d'apporter mon concours à l'OEA et suis prêt à aider par tout autre moyen à résoudre la crise haïtienne.

LIBÉRIA

120. Mes représentants et moi-même sommes restés en contact régulier avec les responsables de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres dirigeants de la région. A ce propos, j'appuie les efforts que la Communauté déploie en vue de parvenir à un règlement pacifique de la situation au Libéria. A leur quinzième session, tenue à Dakar du 27 au 29 juillet 1992, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont invité l'Organisation des Nations Unies à faciliter la vérification et la surveillance du processus électoral. Entre mai et juillet 1992, j'ai envoyé au Libéria deux consultants pour y évaluer les données démographiques disponibles et l'état des cartes des circonscriptions électorales et fournir un appui à la Commission électorale du Libéria. Je poursuis mes efforts pour contribuer à l'organisation et à la tenue des élections prévues.

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

121. A la demande du Conseil de sécurité, je me suis employé à persuader le Gouvernement libyen à se conformer aux résolutions cherchant à établir la responsabilité des actes terroristes contre les vols Pan Am 103 et UTA 772 et à contribuer à l'élimination du terrorisme international. Dans le cadre de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité, j'ai dépêché six missions des Nations Unies en Jamahiriya arabe libyenne : le 26 janvier, le 24 février, le 27 février, le 7 avril, le 11 mai et le 20 août. A chaque occasion, mon représentant était porteur d'une lettre que j'avais adressée au colonel Muammar Kadhafi. Ces missions n'ont jusqu'ici pas réussi à amener le Gouvernement à donner toute la suite voulue aux demandes du Conseil. Ces initiatives tendant à amener la Jamahiriya arabe libyenne à se conformer aux résolutions du Conseil se poursuivront donc.

MOYEN-ORIENT

122. Les événements survenus au cours de l'année écoulée ont été lourds de conséquences pour le peuple palestinien, y compris les 2,6 millions de réfugiés desservis par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les

réfugiés dans le Proche-Orient (UNRWA). Le contrecoup de la crise du Golfe continue d'éprouver durement des dizaines de milliers de Palestiniens qui ont perdu emploi et possibilités d'emploi au Koweït et dans les autres Etats arabes du Golfe. Leur arrivée en masse dans les camps et villes de Jordanie, de la République arabe syrienne, du Liban et des territoires occupés a opéré des ponctions supplémentaires dans les ressources financières de l'Office déjà mises à rude épreuve.

123. Les faits nouveaux plus positifs survenus au cours de l'année écoulée au Moyen-Orient, notamment le début des entretiens de fond entre Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens sur le cadre d'un règlement de paix, s'accompagnent de nouveaux défis. La situation appelle un esprit de compromis et l'instauration, de part et d'autre, d'un climat de confiance.

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

124. Le conflit qui a éclaté entre les séparatistes de la région de Dniestr et le Gouvernement a été au centre des efforts déployés par la République de Moldova, la Roumanie, la Fédération de Russie et l'Ukraine pour parvenir à un règlement pacifique. Préoccupé par l'escalade de la violence, j'ai envoyé en juin une mission d'établissement des faits dans la région. Le 21 juillet, les Présidents moldave et russe ont signé un accord qui a abouti à la consolidation du cessez-le-feu surveillé par une force trilatérale de maintien de la paix. La République de Moldova ayant demandé l'envoi d'une mission d'observateurs des Nations Unies, j'ai dépêché de nouveau la mission d'établissement des faits, qui a séjourné en Moldova du 25 au 29 août. La mission a noté que la situation dans la République de Moldova s'était sensiblement améliorée; l'escalade de la violence a été inversée et les parties au conflit coopèrent à l'application de la plupart des dispositions de l'accord du 21 juillet, notamment celles de mécanismes tels que la force trilatérale de maintien de la paix. Toutefois, la situation demeure précaire et pourrait rapidement se détériorer si les négociations en vue d'un règlement global ne progressent pas plus rapidement.

MOZAMBIQUE

125. Comme suite à l'invitation que le Gouvernement lui a adressée en juin, l'Organisation des Nations Unies assiste en tant qu'observateur aux entretiens qui se tiennent par l'entremise de l'Italie entre le Gouvernement et la Resistência Nacional Moçambicana, avec la participation de la France, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique. Les entretiens se déroulent à Rome depuis 1990, et la déclaration faite récemment par les parties, selon laquelle octobre serait la date limite pour l'instauration d'un cessez-le-feu, est de bon augure pour le processus de paix. J'ai précisé que l'Organisation des Nations Unies est prête à apporter l'appui nécessaire au processus électoral envisagé et notamment à fournir des spécialistes électoraux ou toute autre assistance pertinente. Une mission électorale s'est rendue au Mozambique le 4 septembre; elle a été suivie d'une équipe technique le 6 septembre. Les efforts que l'Organisation déploie en ce qui concerne le Mozambique auront d'importantes retombées sur l'ensemble de la région, et les mesures à prendre doivent être considérées dans une optique globale.

HAUT-KARABAKH

126. Le conflit à l'intérieur et autour du Haut-Karabakh, qui dure depuis 4 ans et demi, a fait quelque 3 000 morts

auxquels s'ajoutent plus d'un demi-million de réfugiés et de personnes déplacées. L'inquiétude que suscitent la détérioration de la situation et la menace à la paix et la sécurité dans la région a amené l'Organisation des Nations Unies à envoyer deux missions d'établissement des faits, qui ont séjourné dans la région, du 16 au 21 mars et du 21 au 28 mai, pour y appuyer des efforts déployés par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en vue de parvenir à un règlement pacifique. Une troisième mission a séjourné dans la région du 4 au 10 juillet pour y enquêter sur les plaintes des Azerbaïdjanais selon lesquelles l'Arménie avait utilisé des armes chimiques, mais la mission n'a pas trouvé le moindre indice corroborant ces affirmations. Les entretiens de paix préliminaires qui se sont tenus à Rome sous les auspices de la Conférence ont été suivis par un observateur des Nations Unies chargé de déterminer les dispositions à prendre en vue d'un cessez-le-feu.

AFRIQUE DU SUD

127. A la suite du massacre du Boipatong en juin, je me suis entretenu de la situation en Afrique du Sud avec le Ministre des affaires étrangères, M. R. F. Botha, le chef Mangosuthu Buthelezi et M. Nelson Mandela, respectivement. Au cours de la visite officielle que j'ai effectuée à la fin de juin à Abuja (Nigéria) et de mon séjour à Dakar (Sénégal), où j'ai assisté à la réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine, j'ai poursuivi mes entretiens avec ces dirigeants et ai rencontré, en outre, le représentant du Pan Africanist Congress of Azania, M. Clarence Makwetu. Je les ai engagés à reprendre les négociations et ai rendu compte de mes entretiens au Conseil de sécurité.

128. Le 16 juillet 1992, après avoir entendu des déclarations des principaux représentants des parties susmentionnées, dont tous étaient présents, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 765 (1992), dans laquelle il invitait le Secrétaire général à nommer un représentant spécial. J'ai désigné M. Cyrus R. Vance, qui s'est rendu en Afrique du Sud immédiatement après l'adoption de la résolution. Également, à la demande des parties, 10 observateurs des Nations Unies ont observé le mouvement de grève au cours de la semaine du 3 août 1992. Les observateurs des Nations Unies ont travaillé en étroite collaboration avec le Secrétariat national pour la paix au cours de cette semaine pour observer le mouvement de grève, les démonstrations et les rassemblements politiques.

129. A la suite de l'adoption de la résolution 772 (1992) du Conseil de sécurité, le 17 août 1992, 50 observateurs des Nations Unies ont été déployés pour mener une action efficace face aux problèmes évoqués dans mon rapport du 7 août 1992, en coordination avec les mécanismes créés en vertu de l'Accord national de paix. La communauté internationale doit continuer à appuyer l'ensemble du peuple sud-africain dans ses efforts tendant à mettre effectivement un terme à la violence et créer des conditions propices à des négociations devant préparer la voie à une transition pacifique vers une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie.

SAHARA OCCIDENTAL

130. Dans le cadre des efforts que j'ai déployés pour réactiver la mise en œuvre du plan de règlement, je me suis employé à surmonter des obstacles à la tenue d'un référendum. Les divergences de vues quant aux critères que doivent remplir les votants persistent. Mon représentant spécial a poursuivi ses efforts pour faire sortir le plan de règlement de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis le début de cette

année. Depuis le 20 août 1992, date à laquelle j'ai présenté mon rapport sur la question, mon représentant spécial a entamé des négociations avec les deux parties intéressées afin de parvenir à un accord sur l'interprétation des critères de participation au référendum. Il sera rendu compte au Conseil de sécurité de l'issue de ces négociations.

B. — Analyse de cinq conflits

131. Comme le montre l'énumération qui précède, l'intervention de l'ONU a pris des formes très diverses selon la nature de la situation elle-même et selon le rôle demandé à l'Organisation. Nous avons envoyé sur place des missions d'enquête et des représentants spéciaux; des équipes d'observateurs ont été déployées sous les auspices de l'Organisation; certaines de nos opérations de maintien de la paix ont mobilisé d'importants effectifs militaires et de police des Nations Unies; de vastes opérations humanitaires ont été organisées, à l'intention parfois de millions de réfugiés et de personnes déplacées; un rôle actif de consolidation de la paix a amené l'ONU à prendre part à l'établissement de mécanismes électoraux et à la mise en place de processus participatifs, voire, dans certains cas, à apporter conseils et assistance pour la rédaction de constitutions. L'action menée sur ces différents plans a mis de nombreux organismes à contribution et a revêtu un caractère pluridisciplinaire. La multiplicité des opérations menées par l'Organisation a donc été aussi remarquable que le nombre et la complexité des situations auxquelles il lui a été demandé de faire face.

132. Pour mieux illustrer toute la gamme des tâches dont s'acquittent actuellement les opérations de paix des Nations Unies, il me paraît bon d'analyser cinq conflits : au Cambodge, en Yougoslavie, en Somalie, en Angola et en El Salvador. Les opérations dans ces pays ont toutes commencé ou ont subi des changements majeurs après mon entrée en fonctions. Dans tous les cas, certaines des parties, dont la coopération est essentielle, sont des entités autres que des États. Chacune de ces situations a ses caractéristiques propres, mais elles exigent toutes, d'une façon ou d'une autre, une démarche de maintien de la paix ou de consolidation de la paix qui soit menée sur plusieurs plans à la fois. L'approche intégrée décrite plus haut à la section III est valable non seulement pour les questions de structure et de développement, mais aussi pour celles de paix et de sécurité. En Asie, en Europe, en Afrique et en Amérique, des formes nouvelles de différends suscitent des formes nouvelles d'opérations de paix. Les opérations que je vais décrire plus en détail — au Cambodge, en Angola, en Somalie, en El Salvador et dans l'ex-Yougoslavie — sont à mon avis la quintessence du rôle joué par l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix, au sens plus large qu'on lui donne aujourd'hui.

133. De plus en plus souvent, le succès d'opérations de maintien de la paix dépend de la coopération d'entités non gouvernementales ou d'éléments irréguliers. Ce phénomène met l'Organisation face à une série de problèmes entièrement nouveaux, par exemple l'absence de hiérarchie unique ou unifiée ou la difficulté de déterminer qui détient réellement l'autorité et d'établir un dialogue direct avec ceux qui dirigent effectivement — et pas seulement de nom — ces entités ou éléments; en pareil cas, en effet, les accords conclus risquent fort de ne pas être respectés au niveau subalterne. Bien souvent, ces groupes, qui ne sont pas reconnus sur le plan international, ont du mal à pouvoir participer à des conférences de paix ou des consultations intergouvernementales et ils ne sont donc toujours pas parties aux accords politiques sur lesquels repose la mise en place de la force de

maintien de la paix. Il n'est pas rare non plus que les dirigeants de ces groupes se trouvent dans des régions isolées, qui n'ont pas de liaison établie avec le commandant de la Force des Nations Unies. A l'inverse, du fait de leur nature même, il arrive que ces mouvements se méfient du monde extérieur en général et de la communauté intergouvernementale en particulier et qu'ils soient moins réceptifs à des influences extérieures; de plus, comme ils sont souvent clandestins, il est d'autant plus difficile d'obtenir, en cas de besoin, des renseignements fiables sur leurs positions, leurs effectifs ou leur armement.

CAMBODGE

134. En application des Accords pour un règlement politique global, conclus à la Conférence de Paris en octobre 1991, l'Organisation des Nations Unies a entrepris au Cambodge l'une des opérations de maintien de la paix les plus ambitieuses et les plus complexes qu'elle ait jamais menées. Le mandat confié à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et le coût de l'opération, sinon son ampleur, sont sans précédent. Sur le plan militaire, l'opération doit s'acquitter de tâches difficiles : la supervision, le contrôle et la vérification du cessez-le-feu, le retrait des troupes étrangères, le regroupement, le cantonnement, le désarmement, puis la démobilisation des forces armées des quatre factions cambodgiennes. Sur le plan civil, l'opération a assumé des responsabilités novatrices, telles que le contrôle et la supervision des activités des structures administratives et des forces de police existantes, ainsi que des mesures visant à promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris des enquêtes sur les violations des droits de l'homme et l'adoption de solutions.

135. L'ONU a aussi été chargée, pour la première fois, d'organiser et de mener des élections libres et régulières, qui doivent se tenir à la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai 1993. Le rapatriement d'environ 360 000 réfugiés et personnes déplacées est un élément crucial du règlement d'ensemble et il est considéré comme faisant partie intégrante de l'opération, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés étant l'organisme responsable. En outre, l'APRONUC est chargée de la coordination d'un vaste programme d'assistance au relèvement qui a été lancé lorsque je me suis rendu à Phnom Penh au mois d'avril dernier. En d'autres termes, l'ONU doit s'acquitter d'une tâche redoutable : favoriser la réconciliation nationale, encourager le processus démocratique et consolider la paix dans un pays ravagé par 20 années de guerre.

136. Depuis que le Conseil de sécurité a décidé la création de l'opération le 28 février 1992, plus de 18 000 personnels des Nations Unies — militaires et civils — ont été déployés dans le pays. La présence de l'ONU se fait maintenant sentir dans toutes les provinces, et l'APRONUC a commencé à s'acquitter des divers aspects de son très vaste mandat. Il convient de souligner à cet égard qu'à la fin du mois d'août plus de 100 000 réfugiés et personnes déplacées avaient été rapatriés avec succès.

137. Toutefois, les progrès de l'opération se sont heurtés au refus de l'une des parties cambodgiennes d'appliquer la deuxième phase du cessez-le-feu, dans le cadre de laquelle les forces armées de toutes les factions doivent être regroupées, cantonnées et désarmées. Après mûre réflexion, j'ai donné pour instruction à mon Représentant spécial de lancer la phase II le 13 juin comme prévu, de façon à maintenir l'élan acquis. J'ai pris cette décision parce que je suis persuadé que la communauté internationale ne peut pas permet-

tre que l'énorme effort diplomatique et les gigantesques ressources humaines et matérielles qu'elle a consacrées à la recherche de la paix et à la reconstruction au Cambodge deviennent inutiles simplement parce que l'une des parties refuse d'honorer ses engagements. A la fin de juillet, le Conseil de sécurité a pris clairement position sur cette question et a réaffirmé le ferme engagement de la communauté internationale à l'égard de l'application intégrale des Accords de Paris.

138. Environ 50 000 combattants appartenant à trois des factions cambodgiennes ont maintenant été regroupés et cantonnés sous la supervision de l'APRONUC. Diverses initiatives ont été prises par mon Représentant spécial et des Etats membres de la Conférence de Paris en vue de convaincre la quatrième partie cambodgienne de participer à la deuxième phase du cessez-le-feu et d'offrir à l'APRONUC la coopération nécessaire.

139. J'espère très vivement que ces efforts aboutiront sans tarder, car le temps presse maintenant. A ce stade, en effet, tout nouveau retard pris par l'application de la deuxième phase du cessez-le-feu compromettrait gravement la capacité de l'APRONUC de s'acquitter de son mandat selon le calendrier fixé par le Conseil de sécurité et c'est le processus de paix tout entier qui serait menacé. L'Autorité provisoire continuera à travailler en coopération étroite avec les parties et avec le Conseil national suprême du Cambodge pour éviter pareille catastrophe. Les Cambodgiens ont assez souffert; ils doivent maintenant avoir la possibilité de déterminer librement leur propre avenir politique et de jouir enfin de la paix, de la stabilité et du bien-être auxquels ils aspirent depuis si longtemps.

L'ANCIENNE YUGOSLAVIE

140. Les bouleversements dans l'ancienne Yougoslavie montrent comment la fin de la guerre froide a ouvert la boîte de Pandore des antagonismes et des dissensions que l'affrontement idéologique avait contenus jusque-là. De vieux différends, des ambitions anciennes, des haines tenaces ont brusquement refait surface. Il y a quelques années seulement, de tels contentieux auraient été considérés comme autant de points gagnés ou perdus dans les calculs des deux blocs. Sans cette structure de la guerre froide pour les régler, c'est à nous qu'il appartient de définir les lignes de conduite et, au bout du compte, de donner les réponses. Des territoires de l'ancienne Yougoslavie, que déchirent maintenant les affrontements militaires, ont récemment été reconnus par la communauté internationale et ont pris leur place parmi les autres Etats Membres de l'Assemblée générale des Nations Unies.

141. Le conflit a par conséquent une dimension internationale. Ce ne sont pas seulement la conformation et la sécurité futures d'un ou de plusieurs Etats Membres qui sont en jeu — c'est leur existence même. Le déroulement de la crise dans l'ancienne Yougoslavie est aussi suivi de près par d'autres qui, face à un climat analogue d'instabilité et à des affrontements nouveaux, pourraient avoir recours à la guerre et à la destruction plutôt que de choisir le chemin de la négociation et du dialogue. Il leur faut comprendre, il leur faut accepter que la seule formule possible de changement est celle qui respecte le droit, se fait dans des conditions pacifiques et contribue à une structure de paix et de sécurité internationales.

142. Face à cette crise, l'ONU a pris toute une gamme de mesures des plus énergiques. Le Conseil de sécurité a précisé sa position dans une série de résolutions. Mon Représ-

sentant personnel, M. Cyrus R. Vance, a entrepris des missions dans le cadre des efforts faits par la communauté internationale pour mettre fin aux affrontements et trouver une solution pacifique. La Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) a été créée et des mesures ont été prises pour venir en aide aux réfugiés, acheminer des secours aux victimes des combats et fournir une assistance aux innombrables personnes déplacées par le conflit.

143. Il faut se rendre compte que la communauté internationale, bouleversée par l'horreur du conflit en Bosnie-Herzégovine, escompte des actions qui continuent de dépasser les ressources et la capacité de la FORPRONU. Cela étant, un effort international plus large s'impose à l'appui des dispositions de la Charte.

144. Une conférence sur l'ancienne Yougoslavie s'est tenue les 26 et 27 août à Londres, sous la coprésidence du premier ministre John Major, président du Conseil des ministres de la Communauté européenne, et de moi-même. L'objet de cette réunion était d'élargir et d'intensifier la recherche d'une solution à la crise sous tous ses aspects. Les décisions prises à Londres constituent le cadre dans lequel un règlement d'ensemble pourra être réalisé grâce à des efforts soutenus et constants. La Conférence a créé un Comité directeur et a nommé comme coprésidents M. Cyrus Vance et lord Owen; ils dirigeront les six groupes de travail et prépareront la base d'un règlement général. Un mécanisme efficace a ainsi été mis en place pour s'attaquer au problème sous tous ses aspects. J'espère très vivement que la volonté politique manifestée à Londres se traduira désormais en actions concrètes.

SOMALIE

145. La Somalie pose un problème particulièrement difficile pour l'Organisation des Nations Unies. Dans ce pays, la tâche consiste à répondre d'urgence aux énormes besoins d'une population se trouvant dans une situation de plus en plus désespérée, du fait de la famine générale, de l'absence de toute administration nationale, de la destruction presque totale des infrastructures de base et des conditions d'insécurité extrêmes.

146. De même que dans l'ancienne Yougoslavie, le personnel des Nations Unies en Somalie se heurte à un problème particulier : devoir traiter avec des forces irrégulières et des groupes non gouvernementaux. L'effondrement de l'autorité centrale fait que la quasi-totalité des Somalis — 6 millions de personnes environ — sont touchés par le conflit d'une façon ou d'une autre. Il y a dans ce pays un véritable cercle vicieux de l'insécurité et de la famine : l'absence de sécurité empêche d'acheminer les vivres et les pénuries alimentaires contribuent pour beaucoup à la violence et à l'insécurité. De plus, des réfugiés échappant aux massacres et à la famine exportent le problème dans des pays voisins. Là aussi, notre aide humanitaire est nécessaire pour sauver des êtres humains et préserver les ressources des voisins de la Somalie.

147. Pour briser ce cercle vicieux, un programme d'action global s'impose, qui porte sur les secours humanitaires, le renforcement des cessez-le-feu, la réduction de la violence organisée ou non et la réconciliation nationale. L'action doit donc être globale et multidisciplinaire. Il faudra faire le nécessaire pour démobiliser les forces régulières et les forces irrégulières et pour rétablir l'ordre, au départ sur le plan local. Il faudra porter la même attention à la réintégration des membres des milices dans la société civile. Toute une gamme d'interventions connexes seront nécessaires pour ai-

der à reconstituer les forces locales de police : formation, uniformes, communications et autres équipements et services consultatifs. Le programme d'action devra également comprendre des services d'enseignement et de formation professionnelle pour que les gens aient d'autres moyens que la force armée pour survivre.

148. En fait, il ne s'agit pas moins que de reconstruire purement et simplement une société et une nation. Pour ce faire, il est nécessaire d'élargir l'intervention militaire de l'ONU et de ne plus se contenter du déploiement limité à Mogadishu, qui semblait auparavant suffisant. Dans la même optique, l'Organisation des Nations Unies étudie avec l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la Conférence islamique des arrangements permettant de convoquer une conférence de réconciliation et d'unité nationales en Somalie.

ANGOLA

149. Le processus de paix en Angola reste l'une des réalisations les plus remarquables et les plus importantes en Afrique. Depuis 30 ans, l'ONU participe activement à l'œuvre de paix et de développement social en Angola, et le processus est maintenant entré dans sa phase la plus critique. Cela fait plus d'un an que la guerre est terminée et des élections multipartites doivent se dérouler à la fin du mois de septembre. Nous avons fourni les services de forces de maintien de la paix des Nations Unies et, en 1992, nous avons aussi commencé à contribuer au processus électoral dans la perspective d'une solution permanente. L'établissement de listes électorales, malgré les difficultés logistiques qui se sont posées, constitue un succès remarquable.

150. En février de cette année, j'ai nommé une Représentante spéciale en Angola et, le Conseil de sécurité ayant récemment élargi la composition de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II), il y a maintenant plus de 500 observateurs des Nations Unies — électoraux, policiers et militaires — qui contribuent à la transition. Un vaste projet d'assistance technique ayant trait au processus électoral, pour lequel des accords de participation aux coûts ont été passés avec plusieurs pays, a été élaboré entre novembre 1991 et mars 1992. Il a été lancé en mars 1992, suivi par la composante électorale d'UNAVEM II. Les deux projets sont maintenant pleinement opérationnels.

151. Une opération de grande ampleur a été lancée pour nourrir les dizaines de milliers de combattants démobilisés et leur fournir une formation professionnelle, ainsi que pour venir en aide aux réfugiés revenant dans le pays. Le Programme spécial de secours pour l'Angola se poursuit et une assistance bilatérale a été mobilisée avec l'aide de l'ONU. Sur le plan militaire, le cessez-le-feu est respecté, malgré une récente recrudescence d'incidents violents dans l'ensemble du pays. Néanmoins, avec l'aide de la Mission de vérification, le mécanisme commun de surveillance parvient pour l'instant à les contenir. En dépit de toutes les difficultés, il convient de féliciter les deux parties des progrès réalisés dans l'application des accords de paix. Il importe maintenant qu'elles coopèrent plus étroitement l'une avec l'autre et avec l'Organisation des Nations Unies afin d'instaurer un climat de confiance et de garantir le succès des élections.

EL SALVADOR

152. Les négociations menées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ont été couronnées de succès au début de l'année et l'une de mes premières missions après

mon entrée en fonctions a été de participer à la signature de l'accord de paix final entre le Gouvernement salvadorien et le FMLN. L'Accord de Mexico et ceux qui avaient été signés au cours des deux années de négociations qui l'ont précédé constituent un cadre directeur pour la transformation de l'ensemble de la société salvadorienne, qui est une nécessité pour la réconciliation nationale. Une nouvelle nation, dotée d'institutions réformées, sortira d'une période de transition qui durera vraisemblablement jusqu'aux élections générales prévues pour le début de 1994.

153. L'ONU joue un rôle important, sans précédent, dans cette transition, en vérifiant l'exécution de tous les accords, y compris en supervisant le respect des droits de l'homme dans tout le pays, ce qu'elle avait commencé à faire l'année dernière. Les tâches nouvelles dans ce domaine concernent la séparation des forces et le cessez-le-feu, le cantonnement des combattants et la réinsertion des membres du FMLN dans la société, outre la réduction et la réforme des forces armées, ainsi que la réforme du système judiciaire et du système électoral. Une police civile est mise en place actuellement; elle remplacera les anciens organes de sécurité qui étaient contrôlés par les forces armées. L'ONU joue un rôle central en coordonnant l'assistance internationale à cette entreprise. Elle supervise en outre les mesures ayant trait au régime foncier et d'autres mesures économiques et sociales. Une commission spéciale, composée d'éminentes personnalités salvadoriennes, nommées par mon prédécesseur, passe en revue la totalité des officiers des forces armées pour faire des recommandations qui auront force obligatoire concernant leur avenir, sur la base du respect des droits de l'homme qu'ils ont manifesté, leur compétence professionnelle et leur aptitude à se conformer aux nouveaux critères d'opération des forces armées en temps de paix. La Commission de la vérité, également désignée par mon prédécesseur et composée de trois éminents non-Salvadoriens, enquête sur les cas graves de violence qui se sont produits depuis 1980 et « dont l'impact sur la société exige que le public connaisse la vérité dans les plus brefs délais ».

154. L'application de cette série complexe d'accords devait se faire selon un calendrier compliqué, négocié minutieusement par les parties. Le cessez-le-feu est respecté, mais des problèmes considérables se sont posés lors de l'application d'autres aspects des accords, au point que le calendrier, déjà deux fois révisé, risque de devoir être remis en question. La Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador se tient en contact étroit avec les parties pour veiller à ce que les divergences de vues soient réglées grâce à un dialogue continu.

155. Ces cinq conflits font ressortir le paradoxe des conflits actuels : chacun est unique et exige une réponse spécifique, mais tous nécessitent une démarche intégrée qui tienne compte d'une vaste gamme de questions concrètes et qui repose sur une action internationale coordonnée et multidimensionnelle.

C. — Les conflits et l'assistance humanitaire

156. Les catastrophes naturelles demeurent une cause de dévastations et de souffrances immenses appelant une aide d'urgence, mais il faut de plus en plus aider aussi les victimes de la guerre et des ravages dus à l'homme. La communauté internationale a donc été invitée à faire face à d'énormes besoins nouveaux en fournissant une assistance humanitaire d'urgence au milieu de conflits civils violents. Or l'ampleur et la complexité des crises contribuent à rendre cette intervention particulièrement difficile. Dans la mesure

du possible, l'action humanitaire est intégrée aux efforts déployés pour résoudre les causes profondes de la crise.

157. Il n'a jamais été plus douloureusement évident qu'en Somalie et dans l'ancienne Yougoslavie combien il est difficile d'apporter une assistance humanitaire à ceux qui sont dans le besoin. Lorsque la crise yougoslave a éclaté, mon prédécesseur a désigné le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) comme l'organisme chef de file pour la fourniture de l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées dans l'ancienne Yougoslavie. Depuis lors, le rôle du HCR s'est considérablement élargi. Malgré des efforts répétés de la communauté internationale, il n'existe toujours pas de mécanisme sûr pour acheminer l'assistance à ceux qui en ont besoin. En Somalie, où c'est toute l'infrastructure sociale qui s'est effondrée, le personnel de secours de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et d'autres organisations non gouvernementales a subi des attaques répétées. Le Programme alimentaire mondial porte la responsabilité principale, avec les moyens logistiques dont il dispose, d'apporter une aide alimentaire et d'aider à transporter des secours autres qu'alimentaires, avec l'UNICEF, dans ces circonstances difficiles. Aussi bien en Somalie que dans l'ancienne Yougoslavie, il est arrivé que l'on empêche délibérément l'acheminement de secours d'urgence, prolongeant ainsi les souffrances de victimes innocentes, tenues en otages par les parties au conflit.

158. Il faut absolument fournir une assistance humanitaire, qu'il existe ou non une solution politique immédiate. Pourtant, la sécurité et la protection du personnel et l'acheminement sûr et efficace des secours sont des préoccupations majeures lorsqu'il s'agit d'action humanitaire dans des situations de conflit. De fait, la situation en Somalie et dans l'ancienne Yougoslavie prouve que ce n'est pas tant la capacité de fournir des secours que la sécurité au niveau de la distribution qui détermine parfois la possibilité de fournir une assistance humanitaire. Il est arrivé plusieurs fois que des opérations aient dû être suspendues à cause de conditions de sécurité instables. Dans d'autres cas, les opérations de secours se sont poursuivies, au prix de dangers considérables pour le personnel. Les agents de secours humanitaire, des Nations Unies et d'ailleurs, affrontent souvent de grands périls, et nombre d'entre eux y risquent leur vie jour après jour. J'admire profondément le courage de ces collègues dévoués et leur attachement à ces causes humanitaires, mais je suis en même temps très conscient de la lourde responsabilité que je porte en mettant leur vie en danger. Chaque situation est différente et mérite qu'on l'aborde avec prudence tout autant qu'avec imagination et flexibilité. Dans la recherche de solutions viables, j'ai besoin de l'entière coopération de toutes les parties en cause.

159. Lorsqu'il s'agit de situations d'urgence créées par l'homme, l'assistance humanitaire de base doit s'accompagner de mesures qui s'attaquent aux causes profondes tout en visant à rétablir et consolider la paix. En venant en aide aux victimes d'un conflit par des programmes de secours efficaces, on peut faciliter les efforts de rétablissement de la paix. Des corridors de paix et des zones de tranquillité pour l'acheminement des secours peuvent renforcer les processus de rétablissement de la paix. En développant ou en élargissant ces formules, avec le consentement des parties, on peut donner une impulsion au dialogue politique et aux efforts de rétablissement de la paix. Si j'insiste sur une coopération étroite, c'est que je vois un lien dynamique entre le rétablissement de la paix, le maintien de la paix et l'assistance hu-

manitaire — ce sont là les fondements de la diplomatie humanitaire.

160. Les mécanismes d'aide aux réfugiés, nés de l'expérience acquise au lendemain de la guerre, fonctionnent bien. Pourtant, le nombre toujours croissant de personnes déplacées — elles sont maintenant plus nombreuses que les réfugiés — nous force à préciser les mandats des différentes institutions. Ce problème a été réglé au coup par coup, mais l'heure est venue maintenant de définir une formule claire, à l'échelle du système des Nations Unies.

161. Les organismes des Nations Unies ne pourront faire face de façon coordonnée et cohérente aux situations d'urgence qu'en coopérant étroitement avec les principales organisations opérationnelles, le CICR, les organisations régionales et sous-régionales et les organisations non gouvernementales, formant ensemble une équipe résolue à atteindre un objectif commun. Je ne ménage aucun effort pour que cette coopération s'instaure, en théorie mais aussi en pratique, sur le terrain, ce qui implique une modification des attitudes et une démarche globale — et non institutionnelle — face aux problèmes de coordination. Je suis heureux d'annoncer que des progrès considérables ont déjà été réalisés, et ce en très peu de temps, ainsi que le montre le nouveau processus interinstitutions pour l'évaluation des besoins, la préparation d'appels communs, la mobilisation des ressources et les activités de suivi.

162. Conformément à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, le Fonds central autorenouvelable d'urgence, à utiliser pour le démarrage des opérations d'urgence, a été créé. Son succès dépendra en dernière analyse de la coopération des organisations opérationnelles et de la communauté internationale. Les premières devront veiller à ce que les

fonds avancés soient reconstitués rapidement, selon les directives établies, et la suite donnée par la seconde aux appels communs sera d'une importance capitale.

163. La prévention et l'atténuation des catastrophes sont pour l'Organisation des Nations Unies des objectifs majeurs. Ils sont du reste l'objet de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, mais ils ne pourront être atteints sans la coopération et la participation des organisations de développement. En effet, l'accroissement de la capacité de prévention des pays en développement pourrait bien être l'un des éléments les plus importants des mesures humanitaires prises face aux grandes catastrophes naturelles.

164. La capacité du système à apporter en temps opportun une aide efficace est largement déterminée par les ressources dont il dispose. J'ai été heureux de voir que la communauté internationale, sensible à l'appel lancé pour recueillir 854 millions de dollars en vue d'aider les pays d'Afrique australe victimes de la sécheresse, a annoncé des contributions s'élevant à près de 600 millions de dollars lors de la Conférence pour les annonces de contributions organisée en juin. En revanche, la plupart des organisations opérationnelles continuent à se heurter à de grosses difficultés financières, les appels en faveur d'une assistance recevant un accueil moins généreux. Je n'en veux pour preuve que les suites données à mon appel en faveur d'une aide humanitaire d'urgence à l'Afghanistan : les contributions annoncées à ce jour représentent moins d'un tiers des 180 millions de dollars demandés. Une fois encore, j'invite la communauté internationale à considérer dans un esprit de solidarité le sort de ces êtres moins fortunés et à redoubler son appui financier en faveur des programmes humanitaires dans toutes les régions du monde.

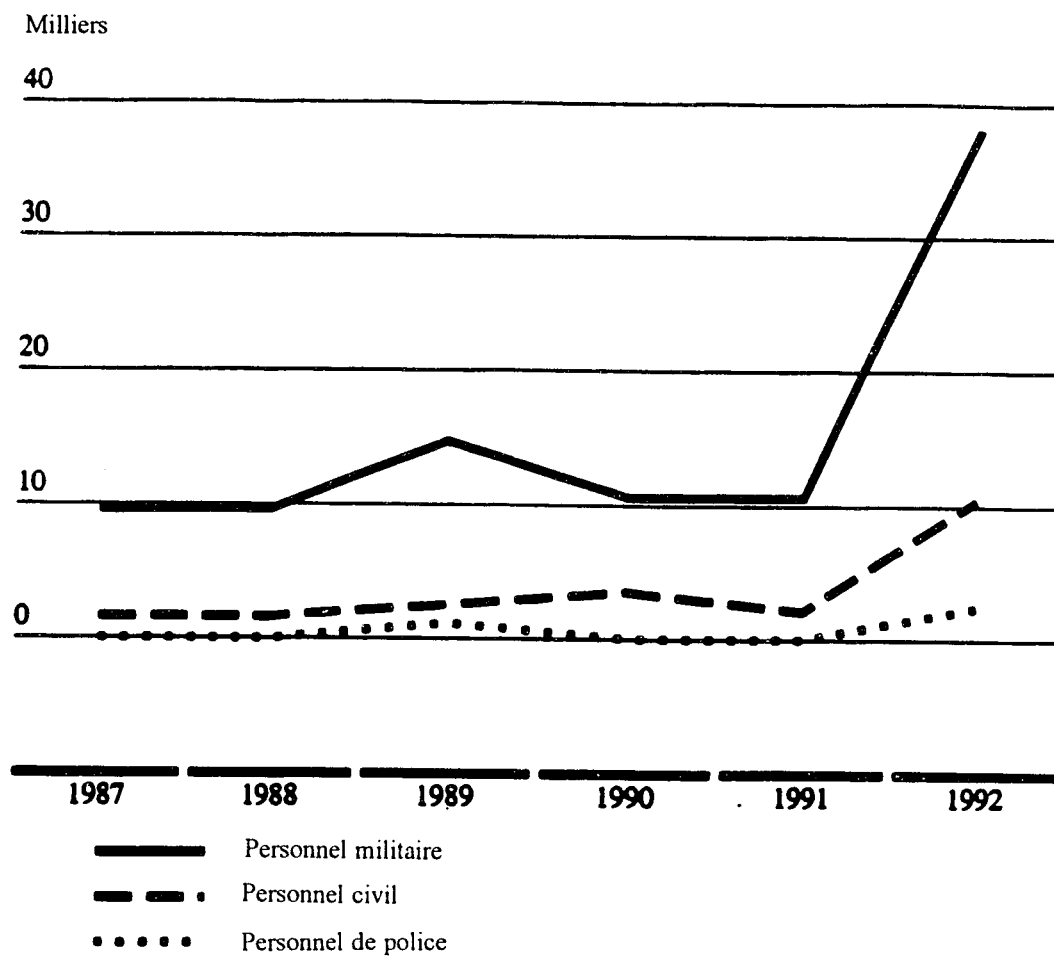
DIAGRAMME 4**Activités de maintien de la paix : nombre d'hommes déployés, 1987-1992**

DIAGRAMME 5

Activités de maintien de la paix : nombre d'opérations déployées,
et coût annuel, 1987-1992

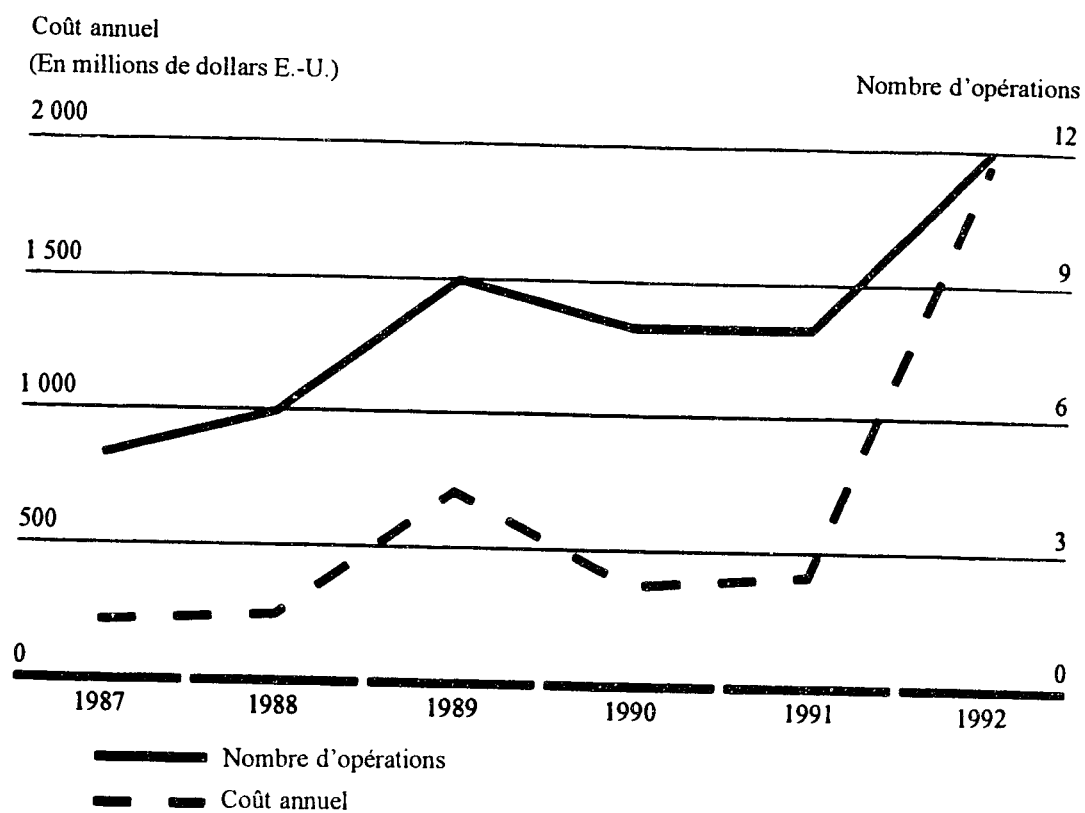
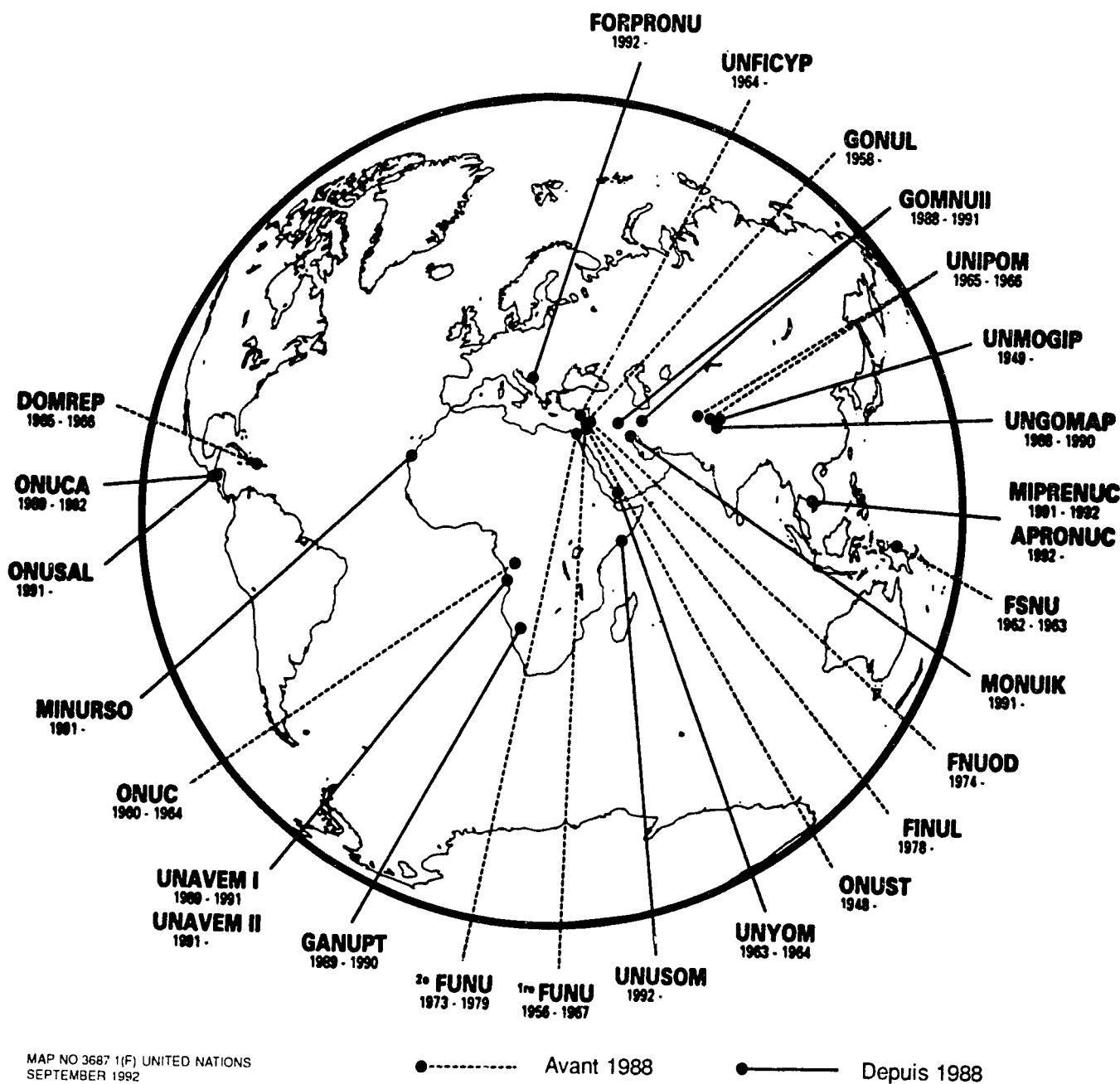


DIAGRAMME 6

FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX ET MISSIONS
D'OBSERVATION, 1948-1992

V. — Conclusion : démocratisation et développement

165. Le défi que doit relever l'Organisation des Nations Unies est multiforme : devenir enfin un instrument collectif efficace au service de la paix et de la sécurité dans le monde, favoriser la concertation au sein de la communauté des Etats, assurer le respect du droit de tous les Etats à l'autodétermination, résoudre les problèmes d'ordre économique, social, culturel, écologique et humanitaire dans la coopération internationale.

166. Le vieil ordre international a été emporté par le flux irrépensible de la démocratisation. La soif de démocratie a constitué l'un des principaux facteurs de changement et demeurera l'une des forces sous-tendant l'édification d'un monde meilleur. Les mesures de consolidation de la paix que prend l'Organisation des Nations Unies doivent servir à faire prévaloir le processus de démocratisation dans des situations où les conflits perdurent, que ce soit au sein des nations ou entre elles.

167. J'entends m'employer, en tant que Secrétaire général, à réformer l'ONU de façon que chacun de ses organes remplisse au mieux son mandat, dans l'équilibre et l'harmonie que visait la Charte des Nations Unies. Le rythme des réformes devra s'accélérer si l'on veut que l'Organisation avance au train soutenu qu'impose l'accélération de l'histoire marquant notre époque. Chacun des organes de l'ONU doit avoir toute latitude pour jouer le rôle qui lui est assigné. Ce n'est en effet qu'à ce prix que la confiance de toutes les nations et de tous les peuples pourra être conservée et méritée.

168. L'Organisation des Nations Unies revêt à cet égard une importance particulière pour les pays en développement : elle n'est pas seulement le lieu où leurs voix peuvent se faire entendre, elle est aussi le moyen de parvenir au consensus nécessaire pour créer les conditions socio-économiques sur lesquelles reposent les libertés politiques. Une

responsabilité primordiale lui incombe, qui est de suivre de près l'évolution des tendances économiques et sociales dont pourraient résulter tensions politiques, violence et répression. La misère, l'impuissance économique, le rejet politique et l'aliénation sociale ne sauraient guère contribuer à l'épanouissement de la démocratie. L'ONU doit œuvrer à l'avènement de la solidarité internationale voulue pour assurer l'intégration des pays en développement et des pays en transition dans l'économie mondiale. Les organismes internationaux de financement et d'aide au développement peuvent contribuer pour beaucoup à faire du développement une entreprise à visage humain dont la visée dépasse les statistiques de performance économique, qu'il s'agisse des pays industrialisés ou des pays en développement. La participation politique universelle et la reprise économique dans le monde ne sont pas des objectifs lointains; ce sont les fondements d'un mouvement robuste et efficace pour la démocratie.

169. La démocratie dans le concert des nations, c'est l'application des principes qui la régissent à l'Organisation elle-même. L'instauration d'un large dialogue entre les Etats Membres et le Secrétaire général me tient beaucoup à cœur. Il faudra travailler en étroite consultation avec tous les Etats, grands et petits, et faire en sorte qu'ils soient étroitement associés aux travaux de l'ONU et y prennent une part active si l'on veut préserver l'autorité morale de l'Organisation. Il faudra également mettre à contribution la société civile et apporter l'assistance voulue pour ce faire, en soutenant les collectivités autochtones, les organisations gouvernementales, les associations de particuliers et le secteur privé.

170. En 1992, où nous voici maintenant, un monde meilleur s'annonce donc. Le moment est venu d'avancer avec détermination et constance vers la réalisation du vaste potentiel de cette Organisation unique et d'insuffler une vie nouvelle dans le monde de la Charte.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
